

*Forum Mondial  
de la Réforme Agraire  
Pascual Carrion*

*Valencia, Espagne  
5-8 décembre 2004*

*Version de travail  
Extraits traduits et transcrits*

## Ouverture du FMRA

Le Forum Mondial pour la Réforme Agraire s'est ouvert par une « mystica », une célébration faisant référence à un rituel païen indigène en éloge à la terre et aux fruits qu'elle offre en abondance. Aux cris de « occuper, résister, produire » les paysans indigènes récupèrent symboliquement ce que la Banque mondiale, l'OMC ou les grandes firmes comme Monsanto leur ont arraché et qui leur appartient : la terre et les semences, offertes à l'assistance. Globalizamos la luta, globalizamos la esperanza.

### Déclaration des indigènes du Mexique

*La terre et les territoires représentent la Terre Pacha Mama, la mère-Terre dans laquelle on grandit et on est enterré, par qui on gère la vie et la production d'aliments pour tous les peuples. Terre, toi qui me donne la vie et l'alimentation, moi qui te travaille, t'aime et prend soin de toi, toi et moi représentons une vie, un rêve, un avenir. Nous qui luttons infatigablement, nous allons essayer de t'arracher à ceux qui t'exploitent de façon abusive comme une marchandise. Toi la Terre, tu appartiens à ceux qui te travaillent pour le bien de l'humanité. Chers frères et sœurs, l'heure est venue de lutter. Camarades d'Asie, des Amériques, d'Afrique et d'Australie unissons nos forces, la réforme agraire ne peut plus attendre. Nos semences doivent vivre en toute liberté et produire des aliments sains pour l'humanité. Nos pleurs doivent couler en toute liberté, ils rendront nos récoltes plus fécondes. Nous, nos villages, nos cultures, notre sagesse et nos connaissances continueront à alimenter l'humanité. Pas de terre sans paysans et plus de paysans sans terre. Partageons la Terre, les semences, les luttes, la réforme agraire. Levons nous et partageons cette lutte.*

...chant collectif *Tierra. La luta sigue...*

### **Javier Sanz, recteur de l'UPV Universidad Polytechnica de Valencia**

Ce forum est placé sous l'égide de Pascual Carrion, ingénieur agronome espagnol (...).

La faim affecte beaucoup de régions, d'êtres humains qui s'ils veulent ont un moyen où vivre en cultivant des terres mais qui ont été expulsés de ce milieu pauvre vers les périphéries des grandes villes dans lesquelles ils n'ont plus rien : ni droits, ni moyens de subsistance. C'est la prolongation du problème non résolu de la réforme agraire qui doit permettre à la population de vivre en milieu rural ou en dehors de lui mais avec dignité garantissant l'approvisionnement en aliments pour toute la population mondiale. Vous savez que l'agriculture est soumise logiquement à la suprématie d'autres facteurs qui ne sont pas ceux de la production comme ceux de commercialisation, de transformation, comme ceux des canaux de distributions, les grandes compagnies, les modifications technologiques et dans l'usage des semences produites par les biotechnologies, pour lesquels c'est une avancée dont nous devrions tirer immédiatement bénéfice en terme d'égalité, de justice et de prospérité de toute la population. Vous êtes ici réunis pendant trois jours ici pour travailler et pas seulement pour montrer une volonté de changement ou de solidarité mais au-delà, pour décider et proposer des solutions intelligentes. C'est pour cela que la composition de ce Forum intègre d'une part des organisations paysannes, des organisations agraires du monde entier avec des chercheurs et experts mais aussi des représentants de gouvernements et des institutions travaillant sur les thèmes de l'agriculture et de la réforme agraire. Je vous souhaite à tous du succès dans votre travail et que vous soyez capables, avec la diversité de vos points de vue et de vos appartenances d'origine, d'arriver à une avancée globale qui comprenne l'articulation des problèmes des ressources naturelles, de la position et de l'usage de la terre, mais aussi des

usages de l'eau et des semences. Bon travail et bon séjour à Valence, en dépit du mauvais temps, c'est la seule chose que le coordinateur professeur Garces n'a pas pu et n'a pas eu l'autorité d'imposer.

### **Francisco Amarillo, Développement rural du Ministère d'Agriculture, Pêche, Alimentation d'Espagne.**

On parle de la réforme agraire, cela fait deux mille ans on en parlait déjà et elle s'est matérialisée sous différentes formes, dans différents lieux. Il y a des gens qui pensent qu'au 21<sup>ème</sup> siècle, parler de la réforme agraire est anachronique mais il faut prendre en compte que l'horloge de l'histoire n'a pas eu la même empreinte dans le temps et dans les lieux différents. Au 21<sup>ème</sup> siècle, on doit réfléchir aux cadres technologique, économique et politique, au caractère global qui détruit l'humanité, la terre. On doit aujourd'hui parler de la nécessité de ce que l'exploitation agricole, les entreprises agricoles aient une dimension adaptée qui dépende de la nature des produits agricoles. On ne peut pas non plus tourner le dos à l'ensemble du processus d'innovation qui dynamise la production agricole et conditionne la réforme agraire. Mais l'on ne peut, ni ne doit, oublier les cadres juridiques et légaux qui ont des influences directes et font dériver les politiques dans un sens ou dans l'autre. En Europe, nous évoluons dans un monde spécial et privilégié basé sur la logique entrepreneuriale. Quand on examine ce large processus à l'échelle de la politique communautaire, on constate une situation préoccupante : tout d'abord les aides à l'entreprise familiale agricole se découplent de la production et nous sommes là dans une contradiction puisque l'aide aux personnes se fait en amont. Et tout ceci se fait dans un contexte qui exige la compétitivité de l'exploitation agricole. Et dans le monde entier, il y a eu un processus similaire de compétitivité qui impose la libéralisation dont nous avons des exemples concrets comme ceux du cacao et du café avec des chutes de prix catastrophiques dans certaines régions. Il n'y a pas d'adéquation entre l'offre agricole, toujours dispersée et atomisée, et ceux qui achètent. La demande est très concentrée, entre les mains de quatre entreprises pour le cas du café dont l'une d'elles détient 50%, dans un contexte de drame pour les uns et de gros bénéfices pour d'autres. Le découplage et la dérégulation sont des questions difficiles dont nous parlerons durant ces journées. Il nous faut réfléchir à cette évolution dans un cadre mondial dans lequel l'on doit avoir aussi des règles mondiales. Le FMI, la Banque mondiale, l'OMC sont des cadres internationaux très puissants, capables d'orienter les régulations dans les grandes régions du monde. Mais d'autres organismes internationaux convergent tous en relation précisément avec les problèmes que l'on a de nivellement par le bas, comme l'OIT, en ce moment engagé dans la lutte contre le travail des enfants en Espagne. Les avancées que l'on croyait acquises dans les avancées sociales des Nations-Unies vont régressant et sans doute qu'ici, d'autres organisations mondiales à caractère écologique sont beaucoup plus nombreuses. On a un panel des sensibilités mondiales en relation avec la préservation du milieu ambiant. Les politiques agraires et environnementales doivent avoir une convergence totale. Mais aussi, il faut que le jeu soit clair, on doit mettre en valeur ce que signifie pour le monde agraire d'advenir dans l'agenda principal des politiques environnementales. On devrait ainsi mettre au centre que le M<sup>3</sup> d'oxygène produit par les forêts brésiliennes ou centre-africaines, la valeur de ce mètre cube ne devant pas être inférieur au prix du baril de pétrole. Le prix du baril de pétrole ne suffit pas pour maintenir une civilisation puisque l'air, on en a besoin pour vivre. J'ai espoir que le futur ne sera pas celui que l'on prévoit mais bien meilleur, c'est ce à quoi contribue une rencontre comme celle-ci.

### **Enrique Baron, ex-président du Parlement européen**

Avant tout, merci de votre présence et de votre célébration mystique qui nous rappelle que l'agriculture est aussi de la culture. Nous apportons deux messages comme parlementaires. En

premier lieu, les socialistes européens défendent une réforme de la PAC car nous pensons qu'elle a permis le développement de la communauté européenne mais qu'elle a beaucoup d'effets secondaires pour le reste du monde. La politique agricole, fondamentale pour les agriculteurs, les paysans et la société doit être axée sur les personnes et pas sur les produits. En second lieu, depuis Seattle, le Parlement européen s'est penché sur la possibilité de négocier avec l'OMC car les parlementaires doivent participer. Nous nous sommes réunis à du cycle de négociations qui s'ouvrira dans un an. En ce qui concerne l'agriculture la promotion du commerce ne vise pas à l'échange libre mais l'échange juste. Il nous faut un terrain d'égalité avec les pays les moins développés en mettant fin aux barrières douanières et en éliminant les subventions à l'exportation qui créent des distorsions d'accès au marché. Ce sont des préoccupations dans les pays développés sur les questions de pauvreté, de souveraineté alimentaire, d'agriculture durable (cf. coton pour l'Afrique subsaharienne). Le plan de lutte contre la faim qui uni Lula, Chirac et Zapatero doit se concrétiser car la démocratie n'a pas de limite. Les organisations régionales doivent prendre en considération les aspects non-liés à l'agriculture comme la conservation de la terre, de l'air, des mers...

### **Miguel Rosseto, ministre du Développement agraire, Brésil**

Merci de cette invitation ainsi qu'aux 107 représentants de pays différents, citoyens du monde qui luttent pour la réforme agraire du Portugal jusqu'au Chili ainsi que les chercheurs et universitaires associés à sa visibilité. Au vu des participants, le Forum va être studieux et devrait permettre d'élaborer des stratégies de lutte. La stratégie basée sur le développement pose des défis énormes. Nous avons eu des victoires et des échecs dans un long processus de luttes dans nos pays, nos communautés... Héritiers de luttes, ce qui nous a permis de dire non à une histoire qui aurait du tourner la page. Le Forum mondial prend ses responsabilités de rassembler au niveau mondial, dans différents secteurs sociaux. Le Brésil est l'un des plus gros producteurs mondiaux de viande bovine, céréales, volailles, café, canne à sucre... Mais au cours des vingt dernières années, le processus intensif a généré des failles énormes d'exclusion sociale et de destruction de l'environnement, comme la déforestation. Nous sommes dans une relation violente de prédation avec la Terre, la nature, l'eau, les ressources, relations violentes qui se produisent aussi dans nos relations sociales. Je pense que nous offrons une stratégie issue de nos mouvements pour le monde rural pour la Terre, pour définir démocratiquement la meilleure utilisation de nos ressources naturelles qui doivent être des biens communs. Cela exige de nous tous la capacité politique de proposer une stratégie en terme d'autosuffisance alimentaire pour assurer la qualité et la quantité alimentaire nécessaire pour tous les pauvres. Le Brésil qui a pu réaliser cette croissance productive est en même temps un pays qui assiste ses pauvres, car paradoxalement ce développement a accru la faim et la pauvreté du milieu rural. Depuis l'élection du président Lula, nous travaillons à un autre agenda de développement pour le monde rural qui propose la stratégie de la réforme agraire, impliquant les principaux acteurs et protagoniste d'une nouvelle vision d'habiter, d'occuper notre territoire. Cette occupation doit prendre en compte les diverses caractéristiques de notre pays et créer les opportunités de qualité de vie pour tous les pauvres, en assurant le respect des droits sociaux fondamentaux. Il nous faut rompre définitivement avec la stratégie de domination culturelle qui présente le monde rural comme un espace arriéré et qui programme le futur et modernité dans les villes urbaines. Cette vision idéologique et culturelle assure l'abandon, l'exode et exclusion dans des pans entiers du territoire. De sorte que la réforme agraire est plus qu'un instrument de répartition foncière, c'est un cadre démocratique de droits pour les communautés paysannes qui ont accès à une terre pour la travailler et y vivre, une terre qui ne soit plus sujette à sa seule vocation productive, une terre partagée qui soit capable de respecter ses diverses cultures, des pauvres et des indigènes qui composent notre nation. La réforme agraire doit garantir l'accès à la terre, la qualité de vie et des relations salariales

correctes et justes, en rompant avec le travail forcé, l'esclavagisme et les conditions de vie indigne dans certaines de nos régions rurales. Concernant le premier droit d'accès à la terre, il faut une articulation entre les politiques publiques pour garantir son application et élaborer sa mise en œuvre afin que les communautés paysannes aient accès aux programmes de scolarisation, d'éducation et de recherche, aux soins... qui traduisent une réelle qualité de vie. Cette idée d'occupation territoriale, de réforme agraire au Brésil génère un droit d'accès à la terre qui touche quinze millions d'hommes et de femmes dans les campagnes qui n'ont pas les moyens de subsister sur leurs terres sans assistance des politiques publiques, qui régulent le marché, garantissent les justes prix, assurent la viabilité des systèmes agraires et la soutenabilité/durabilité des milieux écologiques. Ce sont les fondements d'une stratégie unitaire pour tous ceux qui vivent dans le monde rural, dans les champs, dans les montagnes, dans les forêts..., de tous les mouvements démocratiques populaires de lutte de pauvres. Il nous faut exiger une stratégie permanente avec tous les mouvements ici, nos expériences composent des bases fondamentales d'une affirmation dans cette stratégie de libération qui rompt avec la vision néolibérale. Les mouvements sociaux, les femmes et hommes des champs ne sont pas des adversaires de cette stratégie mais des compagnon(ne)s qui apportent, avec leurs expériences et leurs légitimités, des éléments fondamentaux pour que nous puissions affirmer cette stratégie de droits revendiqués pour le monde rural de notre pays. La réforme agraire correspond parfaitement à un pays comme le notre : nous avons des terres productives et des femmes et hommes citoyen(ne)s qui veulent les travailler, le programme répond aux nécessités de notre pays pour générer de l'emploi. Les grandes villes et les métropoles sont incapables d'assurer la vie des pauvres : elles gèrent la misère, la violence, les assassinats dans notre jeunesse, offrent la prostitution. Le gouvernement met au centre un projet de réforme agraire soutenable respectueux des milieux ambiants qui pourra rapprocher et articuler les politiques publiques qui soutiennent ces exigences. Nos objectifs sont ambitieux car tout s'articule en système : un renforcement important de nos idées et de nos valeurs et une accélération de l'agenda de dérégulation de l'économie car, en même temps, tous les agendas se mondialisent, nous résistons sur l'eau, le Mercosur, l'Union européenne. Toutes ces négociations déploient un agenda de libéralisation, de maintien des revenus et intérêts des grands complexes agro-industriels mondiaux ou des grands entreprises de biotechnologie. Il nous faut résister à ces agendas et nous constituer en force pour faire barrage à ces accords actuels. Nous sommes dans une période de transition, de renforcement de nos idées et d'articulation de nos mouvements en vue de définir de nouveaux ordres du jour et construire nos propres agendas du futur. Nous sommes conscients des défis à affronter car nous avons appris de nos histoires et cette plate-forme est un espace privilégié pour consolider nos points de vue à partir des différentes expériences dans nos pays. Le néolibéralisme provoque beaucoup d'inégalités et promet des mensonges de stabilité, de progrès, de participation directe à un monde de plus en plus injuste. Nous voulons l'agenda de la paix, de la justice et de la solidarité. Le plus grand mensonge du libéralisme fut de dire que la gauche était morte, la gauche vit et nous sommes une expression de cette gauche démocratique qui lutte pour la justice, la solidarité, la réforme agraire, pour les droits d'accès pour tous à la terre, pour le respect de la terre et de l'eau. Nous construisons une nouvelle alliance pour un agenda de développement rural démocratique et populaire dont la stratégie principale est la réforme agraire.

**Vincente Garcès, coordinateur du comité international préparatoire CIP du FMRA, (compagnon de lutte sur les questions de sécurité alimentaire).**

Bonjour à tous, je suis ici dans la maison d'amis. Ami(e)s, compagnon(ne)s, au nom du comité préparatoire et du Centro de Estudios Rurais y de Agricultural Internacional CERAI, mes premiers mots sont pour vous remercier de votre présence à ce Forum ainsi que les organisations, institutions et entités qui l'ont rendu possible. Il ne faut pas oublier qu'avec la volonté de ces forces, on aide à la bonne marche des choses. Il y a ici quelques 600 délégués, venant de 70 pays du monde, issus de plus de 140 organisations sociales, agraires/agricoles, organismes de recherche et d'institutions dont 43% de femmes. Pour un monde sans faim ! Aujourd'hui, la faim chronique affecte 840 millions de personnes sur la planète. Elle détruit la santé, l'intelligence et les vies innocentes, tout particulièrement celles des enfants. La faim qui bloque le développement social et économique des peuples est intolérable, c'est une manifestation concrète des inégalités qui existent dans le monde a déclaré en 2002 le directeur général de la FAO. De 1995 à 2001, les perspectives se sont assombries : le nombre de gens sous-alimentés a augmenté de 18 millions. Mais pire, sur les quatre dernières années pour lesquelles on possède des chiffres, la faim chronique a augmenté de 5 millions de personnes. La faim augmente dans les pays sous-développés mais aussi dans les poches de pauvreté des pays développés. Le 24 novembre dernier, le conseil de la FAO a approuvé des directives volontaires pour parvenir à la réalisation progressive d'un droit à une alimentation adéquate dans un contexte de sécurité alimentaire nationale. Ces directives sont aux fondements de divers instruments internationaux, réaffirmés et revendiqués par les mouvements sociaux dans toutes leurs plate-formes, comme les art. 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les art. 2 et 11 du Pacte international des droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que les art. 55 et 56 de la Charte des Nations-Unies. Les directives de la FAO recommandent aux Etats mettre en pratique des politiques économiques et agricoles pour favoriser l'accès à la terre et la réforme agraire permettant aux pêcheurs, agriculteurs et autres producteurs d'aliments, en particulier les femmes, d'être rétribués au juste prix de leur travail en stimulant la préservation des ressources naturelles jusque dans les zones marginales. Ces directives s'adressent aux gouvernements et les grandes institutions multilatérales qui n'ont en rien facilité l'accès des pauvres à la terre et dont les politiques ont nui aux petites exploitations familiales qui ont du faire face à l'effondrement des prix agricoles. Dans le monde entier, il reste beaucoup de terres improductives. La production et la distribution d'aliments se sont concentrées dans les mains de grandes corporations qui font pression à travers les institutions multinationales pour obtenir la propriété des ressources productives des Etats avec toutes les conséquences que nous pouvons observer. Une autre agriculture pour un monde sans faim ! Dans la plupart des cas, les groupes et personnes unis dans/par la pauvreté ont insuffisamment ou aucun accès aux moyens de production pour couvrir leurs besoins alimentaires de base. Plus de 65% de ceux qui souffrent de la faim vivent en milieu rural, l'accès à la terre et à l'eau comme moyens de production sont des conditions indispensables pour combattre ce fléau. Les chiffres de la population rurale dans le monde en millions pour l'année 2002 : 2 321 220 en Asie, 513 770 en Afrique, 191 436 en Europe, 127 259 en Amérique latine et aux Caraïbes, 71 500 en Amérique du Nord, 8 370 en Océanie soit un total de 3 233 555 millions de ruraux dans le monde ! Nous parlons donc de problèmes qui affectent de larges secteurs sociaux sur la planète au début du 21<sup>ème</sup> siècle. En considérant les cas les plus grave de pauvreté et de faim correspondent à des paysans sans-terre ou ceux qui cultivent une parcelle familiale, on voit se dessiner une carte mondiale de l'exclusion. Tous les paysans dans le monde ont le droit de définir les politiques d'accès à la terre et de préservation des ressources naturelles. Ces politiques sont nécessaires pour l'exercice de la souveraineté alimentaire, il faut un processus de réforme agraire adapté aux conditions de

chaque pays et régions. Cette réforme doit faciliter la vie des paysans, des indigènes, des femmes en permettant l'accès aux ressources productives : terre, eau, semences, pêche. Malheureusement, les choses vont en sens contraire ! Selon un économiste ici présent, le tournant libéral des années 80's et 90's, tourne le dos à la réforme agraire tandis que les politiques néolibérales ont provoqué la concentration du revenu et de la rente foncière. Les populations rurales sont très touchées par la paupérisation liée à cette réorganisation par la modernisation qui accélère les migrations de paysans vers les villes et celles des pays pauvres du Sud vers les pays riches de l'hémisphère Nord. Je vais conclure en soulignant que la libéralisation mondiale du secteur agricole impulsée par la globalisation néolibérale rend impossible la réforme agraire et la souveraineté alimentaire. Au 21<sup>ème</sup> siècle, les débats sur la Terre vont au-delà de la seule redistribution des terres, ce ne sont pas seulement les paysans sans-terre qui ont un intérêt à l'établissement de mécanismes régulant l'accès aux ressources productives. Cela intéresse aussi l'agriculture paysanne, les communautés de pêcheurs, les jeunes du Sud et du Nord, les secteurs sociaux urbains, les consommateurs, les chômeurs... tous ceux dont l'avenir est menacé par la pauvreté ou soumis à terme aux migrations massives, tous ceux qui sont affectés par la destruction des écosystèmes, la rupture des équilibres écologiques et les conflits d'un type nouveau générés pour l'accès à la terre, à l'eau, aux ressources naturelles et par la gestion du territoire. La Terre doit être considérée comme un espace total dans sa dimension de milieu, avec ses ressources naturelles, sa fonction de réserve de la biodiversité et l'impact du développement sur le climat. Les interactions entre les champs et les villes prennent de nouvelles formes et l'opinion de la population rurale, sur la gestion de l'espace et la manière de produire des aliments sains, ne peut être oubliée. Tous nous convergeons pour actualiser les politiques de réforme agraire. Réforme agraire, là, aujourd'hui, dans un contexte de globalisation néolibérale car les nouveaux défis pour la planète exigent de nouvelles politiques d'accès à la terre et de gestion des ressources naturelles. Il nous faut centrer la réflexion sur la réforme agraire et orienter l'action dans la recherche de solutions permettant de réduire les inégalités et de garantir un droit à la terre, qui aux côtés du droit à l'alimentation sont des droits fondamentaux de toute l'humanité. De cette réflexion collective, faite de l'apport de toutes les expériences et d'échanges de nos idées ou nos connaissances, est né le Forum mondial sur la réforme agraire. Le comité préparatoire participe au processus initié pendant le Forum social de Porto Alegre de 2003 par 107 organisations sociales, institutions, universitaires. J'espère qu'ils sortira de ces rencontres des propositions pour un futur plus juste et meilleur. Nous sommes venus de tous les endroits de la planète : d'Afrique, d'Amérique, d'Amérique latine, d'Asie, d'Europe, d'Océanie, nous sommes divers et égaux, levons notre voix pour la défense de l'humanité.

## **Conférence Plénière 1**

### **« Les problèmes de l'accès à la terre et aux ressources naturelles dans le monde aujourd'hui et ses racines historiques »**

#### **Rafael Alegria, Honduras, Via Campesina**

Bonjour à tous. Il est important de faire la relation historique entre ces processus de réforme agraire dans le monde. Pour nous, la réforme agraire a de profondes racines historiques. En Amérique, elle a un lien direct avec le processus de colonisation et d'invasion de notre continent, de nos terres, de nos cultures et de nos ressources naturelles avec pour conséquence la perte du patrimoine des propriétaires légitimes, qui sont les peuples indigènes. Depuis plus de 1500 ans, nous sommes dépossédés de la terre, de l'eau, des cultures de nos peuples. Par la suite, les luttes pour l'indépendance ont remis au centre les revendications liées à la terre. On peut évoquer la lutte d'un héros comme Francisco Morazán en Amérique centrale qui lança le processus de réforme agraire par une première mesure de séparation de l'Eglise et l'Etat puis

de confiscation des terres de l'Eglise catholique et de redistribution aux paysans. On pense aussi à Bolivar, en Amérique du Sud qui a toujours eu dans son plan d'action la distribution de la terre aux paysans, ou José Martin à Cuba qui a prononcé des phrases que l'on ne peut oublier en référence à la Terre : « déraciner les paysans et les peuples indigènes est une monstruosité ». La persévérance de ces luttes fut réelle et concrète, comme nous le rappelle la grande révolution agraire mexicaine de 1910, conduite par Emiliano Zapata. Toutes ces luttes pour la réforme agraire nous reviennent avec émotion, face aux politiques néolibérales et notre monde en crise. En Europe, en Espagne il y eu aussi une lutte pour la terre et la réforme agraire avec Pascual Carrion en 1930. En 1951 aussi, il y a eu une ample réforme agraire en Bolivie très importante pour les paysans et les indigènes, tout comme en 1960 la révolution cubaine dont la première mesure fut une réforme agraire radicale et profonde en faveur des paysans. On peut citer aussi les réformes agraires menées au Pérou en 1970, celle dirigée par Jacques Chonchon, ministre de Salvadore Allende au Chili en 1973 et dans les années 80 au Nicaragua, celle du Front sandiniste de libération nationale qui a dynamisé un puissant processus de réforme agraire en Amérique centrale. Mais il nous faut aussi reconnaître le caractère permanente de la lutte héroïque du mouvement des Sans-terre au Brésil et le processus radical de révolution agraire lancé au Venezuela par le commandant Chavez. C'est une réalité les luttes sont bien vivantes, cette renaissance donne de l'espoir. La résistance, la lutte pour la terre et pour la réforme agraire, se déploie en Asie, en Indonésie, aux Philippines, en Afrique du Sud, au Zimbabwe, au Mozambique, en Palestine (rappel de la mission de Via Campesina en Palestine en 2002 et demande d'honorer la mémoire de Y. Arafat...). Le modèle économique impulsé par le néolibéralisme et la globalisation est pervers. Tout comme hier le capital commercial, industriel, aujourd'hui le capital financier s'empare de l'agriculture, des aliments et nul doute qu'il s'approprié la terre. Les ajustements structurels qui s'appliquent dans nos territoires ruraux ont pour effet immédiat de démanteler les cadres juridiques qui existent dans nos pays. Quelques organismes internationaux ont une lourde responsabilité : la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'OMC. Pour la Banque mondiale, il faut créer une autre réforme agraire par le biais du marché dans lequel la terre et les aliments sont échangés comme des marchandises. Après, l'OMC normalise et réglemente, non seulement le commerce mais la terre et la vie. Nous répéterons sans cesse que l'agriculture et l'alimentation sont des droits humains de base et non des marchandises, ils ne doivent pas être normés par ces organismes qui sont illégitimes. Pour nous, les paysans ici dans ce Forum, il est inacceptable qu'ait lieu une autre rencontre de l'OMC. A Cancun, en septembre 2003, le mouvement paysan et la coalition de forces sociales ont porté un dur coup à l'OMC en faisant échouer les négociations. Le négociateur de l'Union européenne Lamy a dit « nous ne savons pas si l'OMC va en sortir vivante ou morte ». Pour nous, paysans, producteurs, petites agriculteurs, elle est morte. Nous nous préparons pour résister, lutter, lui porter d'autres coups et je pense que l'on va sortir avec de nouvelles victoires contre l'OMC. Les politiques agricoles de l'UE nous ont suffisamment blessés, nous, paysans du tiers-monde. Via Campesina lance une campagne pour une nouvelle politique agricole commune en Europe où l'on analyse le modèle d'agriculture des pays industrialisés exportateurs, producteurs d'excédents qui détruit nos marchés avec leurs relations injustes de marché. Nous subissons un processus de marchandisation pas seulement dans les pays pauvres mais également en Europe, où les jeunes ne peuvent pas accéder à une parcelle de terre. Ces phénomènes de transnationalisation et de concentration de la terre produisent ce modèle mais renforcent aussi la résistance et la lutte des paysans, des indigènes et des femmes. Nous vivons aujourd'hui une situation de violence terrible, de criminalisation, de répression, de persécution, d'emprisonnement et de mort de paysans et d'indigènes. Il y a eu la semaine dernière le second massacre de 5 paysans au Brésil, dans le Mina Gerais. Au Guatemala, il y a des massacres permanents d'indigènes mais aussi en Colombie et dans d'autres pays. Un



compagnon colombien Francisco Cortes Aguilar est en prison depuis seize mois, accusé d'être un terroriste et un narcotrafiquant. Il faut que ce Forum relaye ces luttes et prononce sa solidarité avec ce compagnon qui n'a commis aucun autre délit que lutter pour la réforme agraire et pour l'application des droits humains en Colombie. Il faut que s'arrête cette criminalisation des luttes paysannes. Mais le plus important seront les conclusions qui sortiront d'ici, nous proposons une réforme mondiale pour la réforme agraire et une alliance globale dans sa direction. Nous disons que la réforme agraire n'est pas un problème technique, scientifique ou académique, c'est le meilleur outil pour lutter contre la faim, la discrimination, l'analphabétisme, contre l'exclusion sociale de millions de paysan(ne)s. Nous avons l'espoir. Nous répétons au ministre de la réforme agraire de Lula qu'il est important d'avancer et de renforcer le processus de réforme agraire au Brésil. Il ne doit pas échouer, ce serait un désastre, il faut continuer et aller plus loin. Pour terminer, nous les paysans certes nous voulons de la terre mais aussi du pouvoir politique et je vais terminer par ces phrases d'un compagnon du Nicaragua « nous ne sommes pas des oiseaux pour vivre dans les airs, ni des poissons pour vivre dans la mer, nous sommes des hommes et des femmes pour vivre de la terre ».

*Globalizamos la lucha, globalizamos la esperanza. Reforma agraria, ya...*

#### **P.V. Raigopal, Ekta Parishad Inde**

Je viens vous parler des conditions de vie des femmes et des communautés au Bangladesh. Nous avons plusieurs problèmes avec la terre. Le groupe indigène que je représente est important, c'est nous qui avons défriché la forêt et lancé l'agriculture dans cette partie du monde, créant la civilisation dans le continent indien. Avant la colonisation, les conditions de vie étaient relativement bonnes mais il y a eu rapidement une dégradation car le régime britannique a eu un impact très négatif sur les communautés indigènes au Bangladesh. Entre 1855 et 1856, il y a eu une grande révolte paysanne des peuples du Sud de l'Inde qui se solda par 25 000 morts et engagea un long processus de lutte contre les colons britanniques au 19<sup>ème</sup> siècle. Dans les années 1940, les communautés se sont révoltées contre la mise en place du système agraire, essentiellement dans le Nord du Bangladesh. Aujourd'hui, le pays est indépendant mais les choses n'ont guère changé car les communautés majoritaires continuent d'imposer leurs règles. En dépit de leurs luttes, les minorités, comme les Bengali, continuent d'être privés et exclus de leurs droits. Il y a différentes sortes de privations : elles ne peuvent accéder à la terre et celles qui en possèdent une doivent la vendre. Ces intouchables sont discriminés et rejetés par les groupes majoritaires qui les dominent et les exploitent. Certaines de ces communautés disparaissent, beaucoup de victimes quittent le Bangladesh et migrent vers les pays voisins. Les terres dont sont propriétaires certaines communautés sont contrôlées par le ministère de la Forêt du gouvernement ce qui pose des problèmes par exemple pour défricher de nouvelles terres. D'autres sont expropriées et doivent survivre sans nourriture, sans travail... Que faisons-nous ? Nous mobilisons les communautés, tentons de racheter les terres perdues, pendant la colonisation ou après, et luttons contre le département Forêt du ministère au niveau juridique pour défendre leurs droits. Il faut convaincre les indigènes, citoyens du Bangladesh d'y vivre et lutter contre cette tendance au départ. Nous essayons de racheter les terres abandonnées et de récupérer les terres non utilisées car selon la législation sur la propriété agraire, ceux qui vivent sur leurs terres ont des droits acquis. Mais ces communautés ne sont pas reconnues dans la Constitution du pays. Les femmes sont de surcroît confrontées à de nouveaux problèmes car les groupes fondamentalistes musulmans sont de plus en plus puissants, deux ministres du gouvernement appartiennent d'ailleurs à ces groupes extrémistes. C'est pourquoi elles participeront massivement à une grande manifestation prévue en mars 2005 pour la journée mondiale des femmes.

### **Zhang Xioshan, Institut d'investigation sur l'économie rurale, Chine**

En Chine, quelles conclusions pouvons-nous apporter autour du paradigme du développement rural. La réforme mise en œuvre avait pour objectifs de développer plusieurs parties du territoire mais la priorité a été donnée à l'efficacité avant la justice et l'équité. Aujourd'hui le prix de la terre est très bon marché et joue un rôle clé dans la croissance. Dans la Constitution, la terre appartient collectivement aux agriculteurs, au niveau des villages chaque paysan peut l'utiliser sur la base d'un contrat de trente ans. Mais le gouvernement a de réelles difficultés concernant la transformation de terres agricoles en zones viabilisées dans un contexte d'essor de l'urbanisation. Les ventes de terre se font à bas prix mais sont utilisées pour bâtir des autoroutes, des pipelines, des zones industrielles, des espaces résidentiels... L'économie locale produit de la richesse : 250 milliards de dollars générés par ce système de confiscation des terres agricoles, soient 3,63 (?) millions d'hectare confisqués entre 2000 et 2030 et la perte de 400 milliards de dollars pour les agriculteurs. Ce transfert des terres agricoles aux terrains urbanisés se fait avec de faibles compensations pour les paysans qui deviennent des sans-terre et des sans-droits -privés de sécurité sociale- qui se vulnérabilisent. 35 millions de paysans sont concernés par ce processus de confiscation des terres arables et deviendront demain employés par les grosses sociétés ayant racheté ou loué leurs terres. Mais il subsiste encore des lopins de terre pour assurer la survie et la sécurité alimentaire des populations rurales. Avec le capitalisme, les multinationales, les entreprises privées et les dirigeants locaux contrôlent une main d'œuvre très bon marché. Deux scénarios s'affrontent : le premier, celui d'une Chine riche, dans certaines régions urbaines, qui appauvrit ses campagnes pendant 10 ans avec l'idée que la richesse économique descendra vers les zones rurales. Le deuxième qui consiste à aider le système de production et reconstruire des politiques sociales pour les pauvres et les exclus. Les villageois doivent participer aux processus de développement et ont droit aux services publics de base, c'est une stratégie de soutien qui refuse l'exclusion. Trois pistes : lutter politiquement contre le pouvoir de certains groupes d'intérêts, faire un audit des ressources disponibles et redistribuer les richesses car en matière de justice sociale, il ne suffit pas de constater que le nombre de pauvres augmente. Un système de gouvernement démocratique doit placer les autorités publiques et privées sous responsabilités et se centrer sur les besoins des populations. L'organisation des groupes écologistes et paysans doit être promue pour devenir un contre-pouvoir dans le contexte de croissance économique. Communautés locales, sociétés civiles, ONG'S doivent arriver à un partenariat juste entre tous les interlocuteurs pour arriver à un consensus. A travers la participation des communautés locales, des groupes vulnérables et exclus, il y a une double approche ascendante/descendante en terme de justice sociale qui s'offre comme une nouvelle voie pour les pays en voie de développement.

### **René Louail, Confédération paysanne, France**

(...) Dans une grande majorité des pays industrialisés, les surfaces disponibles à l'agriculture diminuent de façon considérable. Avant de participer à ce Forum mondial de la réforme agraire, j'ai analysé les chiffres en France et en Europe et j'ai été surpris de constater que près que l'on a parfois perdu le quart de nos surfaces agricoles qui sont allées dans l'urbanisation, dans les infrastructures ou le reboisement, de façon parfois irréfléchie. Bien évidemment, la situation est complètement différente lorsqu'on est propriétaire du sol et qu'on peut disposer de son usage que lorsque l'on est en quête de terre pour pouvoir travailler. Pour les propriétaires et les spéculateurs, la terre peut avoir des fonctions différentes, voire plusieurs usages. Certains l'utilisent à des fins de production de biens agricoles et alimentaires mais il faut savoir qu'en Europe, une partie des terres est mise à disposition sous la forme de fermage. Dans ce cas, il ne faut pas que la valeur patrimoniale du sol l'emporte sur le droit à

utilisation, surtout si la terre devient un placement-refuge. Pour le paysan utilisateur quelque soit son statut, il doit revendiquer avant tout la possibilité d'user du sol, l'obligation de l'achat ne doit pas devenir automatique. Nous devons encourager avant tout le droit d'utilisation du sol sur le droit de propriété. En relève également les secteurs de l'emploi et de la production de denrées alimentaires. Après des décennies de luttes, les fermiers français ont pu obtenir, en 1946, la loi sur le fermage qui leur offrait quatre éléments essentiels : la stabilité par le renouvellement du bail par périodes de 9 ans, le droit de préemption pour l'utilisateur en cas de vente, la liberté d'investissement et surtout la possibilité de récupérer en fin de bail le fruit de ses investissements. Les années de luttes des fermiers se traduisent par une avancée politique et nous devons garder ces préoccupations dans les combats que nous menons. Nous savons que le manque d'accès à la terre est, pour les pays du sud, l'une des principales causes de la faim et de la malnutrition. D'autres réalités s'aggravent avec la PAC européenne qui favorise le développement des élevages hors-sol et l'importation massive d'importations animales en provenance des pays du sud qui accapare des surfaces destinées aux animaux, avant de subvenir aux besoins élémentaires des populations locales. De plus en plus, nous savons que les directives de la Banque Mondiale et de l'OMC amènent à la concentration des productions et à celle du foncier pour permettre à l'agrobusiness de favoriser son développement et de prendre le maximum de marchés. Cette orientation est catastrophique et dangereuse car certains utilisent le développement de l'agroalimentaire et de l'agriculture comme arme de domination, ce qui est inacceptable. La production de biens agricoles alimentaires, la qualité des produits, l'aménagement du territoire sont des éléments trop importants pour les confier à quelques spéculateurs. Le marché mondial, avec le désordre des prix et le désordre économique et sociale qu'il engendre, aménage au contraire un système qui tourne le dos au développement de l'agriculture durable et solidaire. Nous savons aujourd'hui que tout le débat construit sur la réforme agraire s'inscrit dans un ensemble de réflexions et de changements au niveau politique. Le droit d'usage doit primer sur le droit de propriété et lorsque l'achat devient incontournable, il nous faut trouver des formules sociétaires pour faire en sorte que les plus démunis puissent y accéder. Nous savons aussi que partout dans le monde avons nous besoin d'instances de régulation et de répartition des terres libérées, notamment dans le cadre des cessations d'activités, les plus menacés étant les jeunes et les femmes qui veulent accéder au métier de paysan(ne)s. Nous avons à modifier le cadre juridique afin que les femmes puissent accéder au foncier et au travail, en dehors de l'héritage ou du mariage, elles sont prioritaires dans les combats que nous menons. Enfin, il faut que les soutiens publics, là où ils existent, soient plafonnés en fonction de la taille de l'exploitation et du nombre d'actifs, de la même manière que doit l'être la surface des exploitations, qu'elles soient en propriété ou en location. Je terminerai en disant que le combat sur les prix rémunérateurs et la souveraineté alimentaire s'inscrivent dans le prolongement de ce Forum et que nos propositions doivent prendre en compte les diversités économiques, politiques et culturelles de nos pays. Soutenons partout les paysans-terre et ceux qui veulent y accéder. Dénonçons partout les formes de répression car nous sommes tous solidaires de ceux qui luttent pour accéder au métier de paysan. La paix sociale ne peut exister que s'il y a une véritable justice qui est au centre de la réforme agraire. Cette réforme qui a commencé ne doit pas être confiée aux autres, nous paysan(ne)s aujourd'hui réunis ainsi que tous ceux qui n'ont pas pu participer, en sommes les acteurs véritables. Mondialisons nos expériences, mondialisons nos luttes pour mondialiser l'espoir et construire demain un monde solidaire.

*...Reforma agraria urgente y necesaria...*

## **Bernard Founou, Forum Tiers-monde, Sénégal**

Je voudrais introduire la discussion en partant de la question de la réforme des réformes des régimes fonciers en Afrique, tout particulièrement en Afrique sub-saharienne, en relation avec la question du patriarcat et des migrations inter-rurales. Ces deux problèmes sont très importants sur le continent dans la mesure où le rôle économique des femmes dans l'agriculture tient une place essentielle et où que dans nos constructions nationales et politiques se posent le problème des droits des migrants dans les régions rurales. J'ai un parti pris idéologique en abordant ces questions car je crois à l'existence d'un système social à l'échelle mondiale, fondé en milieu rural sur le développement, la démocratie, l'intégration des femmes et l'accès aux moyens de production. Vu sous l'angle historique, on peut partir du concept simplifié du régime foncier en Afrique pré-moderne, pour voir ce que la colonisation puis les phases d'indépendance ont introduit, pour se pencher sur l'évolution dans le cadre du libéralisme intégriste et du capitalisme. Pour l'époque pré-coloniale, nous avons deux dimensions essentielles : d'abord l'organisation politique de base se fonde sur la solidité et la permanence des communautés villageoises ce qui n'empêche pas l'existence de grands royaumes et empires. L'accès à la terre était en partie conditionnée à la citoyenneté du village, qui pouvait s'obtenir en particulier pour les migrants. La deuxième caractéristique est la régulation, l'accès à la terre passe par les chefs de terre qui sont, dans l'imagination populaire, les premiers occupants. Les deux éléments étaient souvent mêlés dans la mesure où les dirigeants politiques des villages étaient en même temps des grands chefs de terre. De plus, les villages étaient loin d'être égaux car il y avait de grandes différences dans la quantité de terre dont chacun disposait en fonction de son appartenance et de sa force de travail. Dans ce système, la femme était pratiquement exclue de la propriété car elle n'était ni chef de lignage, ni ne pouvait accéder à des fonctions politiques importantes. Elle participait à la reproduction sociale mais ses droits sur les lopins de terre attribués étaient liés aux rapports matrimoniaux. Le pouvoir colonial aggrave les choses par son dogmatisme et la hiérarchisation des droits d'accès en objectivant la propriété privée aliénable, qui n'existait pas avant car il n'y avait pas de marche de la terre. Ce pouvoir se montre pragmatique, il a comme objectif de mettre quasi gratuitement la terre à disposition du développement des métropoles en distinguant des régions de production à l'exportation et des régions réserves de main-d'œuvre qui structurent des migrations inter-rurales dans le pays. Dès lors, se pose la question du droit de ces migrants parce que lorsqu'ils arrivent dans les villages, si on applique le droit ancien ils deviennent des citoyens et ont des droits d'usages mais en réalité, dans ces zones d'agriculture d'exportation, leurs droits deviennent extrêmement précaires. Pendant la colonisation, la situation des femmes s'est détériorée car leur travail a été dévalorisé, l'invisibilité du travail domestique redoublant celle de production vivrière non exportée sur les marchés urbains. Après la phase d'indépendance qui se prennent fin approximativement dans les années 80, les Etats post-coloniaux vont prolonger les tendances antérieures : accélération de la privatisation, accaparement du droit de propriété et de l'affectation de la force de travail suivant les régions. Avec l'avènement des ajustements structurels comme forme d'intégration dans la mondialisation, le droit des peuples du Sud à l'autosuffisance alimentaire est complètement remis en cause par les pays au Nord qui ont réalisé la leur. En Afrique, cela se traduit par l'idée qu'il faut ouvrir non plus seulement le marché aux produits mais également introduire les terres dans le système mondial de marchandisation. Les Etats ont des difficultés pour passer des formes d'appropriation communautaire des terres vers la privatisation capitaliste par des particuliers ou des sociétés. Ce système introduit un niveau d'instabilité tel que l'Afrique est aujourd'hui dans le chaos. Le combat doit intégrer le droit des peuples d'assurer leur sécurité alimentaire par l'intermédiaire du droit à l'autosuffisance, c'est le préalable à toute réforme.

## Commentaires sur la conférence plénière

### **Isidoro Moreno, professeur d'anthropologie sociale, Espagne**

Des interventions précédentes, je crois que l'on peut retenir la diversité de situations et la similitude des problèmes. Concernant l'agriculture et la réforme agraire, je pense qu'il y a une différence entre deux situations contradictoires suivant les pays entre ceux qui ont eu une réforme agraire comme l'exemple du Mexique ou ceux qui n'en ont pas eu comme l'Espagne. Une série d'éléments, liés la propriété de la terre, se combine pour précariser les paysans et menacer l'autosuffisance de peuples. A la fin des années 70's, l'extension du modèle de globalisation marchande et du néolibéralisme ont accentué les situations d'inégalités et comme l'ont souligné les interventions antérieures, les directives la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC ont aboutit à la concentration des productions et des terres dans le monde. Mais au-delà du seul problème économique, il s'agit de problèmes économique et social liés à la reproduction de la vie. Le concept de sécurité alimentaire unifie les luttes en divers pays à travers le monde avec des racines distinctes, culturelles et idéologiques. Par exemple, ce matin on a parlé d'efficacité pour neutraliser les inégalités. Ce n'est pas un problème technique mais bel et bien idéologique de savoir ce que l'on entend par efficacité : avec quels moyens, quels objectifs et pour qui ? Nous sommes ici sur les terres de Pascual Carrion qui travailla beaucoup sur l'Andalousie pendant la Seconde République, il faut réviser les concepts et les objectifs. A quoi et à qui doit servir l'agriculture sachant que les techniques impliquent une hausse de productivité et une baisse du nombre de bénéficiaires ou est-ce que l'objectif est de parvenir à la sécurité alimentaire des peuples et à leur autosuffisance. Je pense aussi à la remise à jour d'une ancienne revendication variable suivant les pays (portée par ex. par les sans-terre et petits paysans en Andalousie), de la légitimation de l'accès à la terre par le seul travail. Cette idée, vieille de plus de 150 ans dans ce cas précis, s'articule aux questions de sécurité et de souveraineté alimentaire sont les deux piliers des luttes paysannes pour l'accès aux terres et à leurs usages. Je crois enfin, pour finir, que les résistances contre la globalisation marchande et contre l'idéologie néolibérale qui sont à l'œuvre dans les luttes pour la terre mettent au centre les problèmes des personnes, des êtres humains et pas seulement des comptes bancaires ou financiers. C'est une question ouverte, par exemple en France on parle d'exception culturelle pou souligner que les questions liées à l'identité culturelle ne doivent pas être introduite dans la logique marchande de l'OMC. Tous les éléments en relation avec la vie même des êtres humains sont des exceptions et ne peuvent être considérés comme des marchandises.

*...La tierra es a quien la trabaja...*

### **Shalmali Guttal chercheuse, analyse des effets de la globalisation néolibérale en Asie, Inde**

J'insisterai sur certains points abordés par les orateurs de ce matin. Tout d'abord, la question de l'accès à la terre et aux ressources naturelles n'est pas un problème technocratique, bureaucratique ou technique mais une issue politique. Toutefois, il ne s'agit pas d'une politique comme les autres car elle touche à la vie des communautés, des groupes, des travailleurs. Le second point, est l'absence actuelle de volonté politique de la part des gouvernements et des sociétés pour mettre en place des mécanismes de contrôle permettant de s'opposer à la concentration des terres par les multinationales et transnationales capitalistes, à l'échelle nationale et internationale. Le troisième problème est que le développement, promu par le néolibéralisme, la privatisation et la dérégulation, est basé sur l'exploitation et le déséquilibre. Les politiques gouvernementales des différents pays industrialisés convergent dans le même sens de restriction d'accès aux terres et aux ressources des petits producteurs et

travailleurs paysans et pêcheurs. Or la terre est bien plus qu'un bien économique générant des gains et des profits, elle a une valeur intrinsèque qu'il nous faut reconnaître. Les précédents intervenants ont aussi insisté sur les questions de genre et d'inégale distribution du pouvoir en tant que fait historique mais aussi comme un problème social contemporain. Les femmes sont discriminées juridiquement au sein de leur famille, dans la Constitution, dans les politiques alors qu'elles ont un rôle primordial dans la production agricole au niveau mondial. Elles n'ont pas accès aux droits, ont un accès inégal aux ressources de la terre et restent les principales victimes invisibles. Autre problème sérieux, l'endettement croissant des communautés rurales ; il y a beaucoup d'attentes de la société envers ses agriculteurs, ses paysans et ses pêcheurs mais elle n'est pas prête à assumer ses responsabilités car le prix de l'aléa de l'activité agricole pèse de plus en plus sur les travailleurs. En tant que consommateurs, nous voulons un bel environnement sain, des produits de qualité mais nous ne sommes pas prêts à assumer financièrement le risque à leur place. Le développement et les projets de développement se font au nom de la création et de production de richesses, en oubliant la part de destruction humaine, qui sont les sacrifiés de cette croissance et qui voulons nous qu'ils soient ? Une autre constante est la violence en relation avec la terre qui s'est institutionnalisée, celle des Etats, des compagnies privées en collusion avec les Etats, celle de la société. Il y a aussi le processus de criminalisation des leaders et de meurtres au Guatemala, en Indonésie, en Inde, au Brésil, il nous faut lutter à leurs côtés pour stopper cette violence. En dernier lieu, il faut se pencher sur le rôle des conventions internationales et des institutions comme la Banque internationale de Développement, Banque mondiale et le FMI qui programment une vision politique du développement, fondé sur la libéralisation et la dérégulation particulièrement en Asie, en Afrique et en Amérique latine et sur la privatisation des ressources communes. Ces institutions ne sont pas réformables car elles invalident les choix nationaux de protection des droits des agriculteurs, paysans, pêcheurs. L'agriculture et les moyens de subsistance doivent sortir de l'OMC. Dans la prolongation de l'esprit de la réforme agraire et de la mystica, nous devons parler de révolution agraire.

## **Conférence plénière 2**

### **La globalisation néolibérale et ses menaces sur la souveraineté alimentaire, l'accès à la terre et aux ressources naturelles**

#### **Francisca Rodriguez/ANAMURI-Chili**

Le Forum mondial de la réforme agraire représente une étape supplémentaire, 25 ans après l'ouverture de la Conférence mondiale pour la réforme agraire par la FAO. A l'époque, il y avait déjà un débat sur les femmes paysannes en milieu rural. Alors qu'elles occupent une grande place dans l'agriculture en protégeant les semences, les valeurs et les cultures des communautés, elles sont sans cesse discriminées, oubliées en tant que productrices. On doit souligner aussi la faiblesse dans l'histoire des réformes agraires qui n'ont pas vu le rôle essentiel de ces femmes exclues de l'accès à la terre. Il ne faut pas refaire cette erreur, 45% de femmes sont présentes ici, il faut que notre voix porte dans les débats et pas seulement de façon théorique si rien ne se passe. Nous réouvrons donc ce débat engagé depuis 25 ans, dans un contexte d'accroissement du capital, des dictatures de l'OMC, de la Banque mondiale et du FMI et de recrudescence des violences et des guerres. Nous avons continué à lutter bien qu'étant victime de cette réduction drastique des paysans et des politiques de déplacements des populations rurales par les urbains. Le phénomène de concentration des terres entre quelques mains se poursuit en accélérant les expulsions et les migrations des paysanneries familiales, la production d'aliments s'intégrant désormais dans un commerce mondial. L'exploitation de ces migrants, réservoir de main-d'œuvre, se renforce partout à la faveur de

ces processus de déracinement, de perte des liens familiaux, de fin des pratiques d'autosubsistance, d'accès aux soins... L'eau, la nature, la biodiversité appartiennent à l'humanité en tant que forces créatrices. Si on laisse se multiplier les agressions contre la terre et s'épuiser les forces de la nature, il n'y a plus de vie. Nous défendons les droits d'accès à la terre, le développement de systèmes agricoles protégeant des espaces économiques et sociaux, respectueux des cultures et valeurs des peuples. La réforme agraire relie l'accès à la terre et les droits humains comme ceux à la santé, à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire qui sont fondamentaux pour tous. Les enfants et les femmes sont les premières victimes de la malnutrition et des famines en raison de la mauvaise distribution des ressources et du dumping alimentaire. Saine veut dire pleine de saveur ! Les supermarchés détruisent les solidarités locales entre consommateurs et producteurs. Comment s'alimenter, comment échanger les aliments et les semences pour le bien de tous ? Nous menons une Campagne internationale pour protéger les semences, assurer leur reproduction, établir des règles de certification pour lutter contre les OGM. Il nous faut protéger nos savoirs-faire, préserver nos expériences, échanger nos semences et s'entraider entre peuples. Il faut aussi établir une coopération des valeurs éthiques et culturelles entre les paysans et les habitants des villes. Notre présentation mystique d'intronisation n'est pas un show mais incarne nos luttes ! On a une âme, c'est pour mettre fin au langage bureaucratique des institutions ou des experts que nous participons au Forum, ils doivent parler notre propre langage.

### **Fédération des paysans de Thaïlande**

Le pays compte encore 5 millions de familles paysannes actives dans le secteur agricole mais qui ne gagnent pas forcément d'argent dans le cadre du système économique. Les politiques néolibérales ont commencé à se mettre en place dès 1954, supervisées par la Banque mondiale, les plans de développement et des technocrates formés avec l'aide de bourses aux USA. La modernisation, élaborée par la Banque mondiale visait à stimuler la croissance économique en multipliant les exportations agricoles. Cette révolution verte a conduit à l'accroissement des terres cultivées au détriment des forêts. La Thaïlande est devenue le 1<sup>er</sup> pays exportateur de riz avec 30% de la production mondiale mais cela a un coût supporté par les paysans qui ont multiplié leur endettement par 15 alors même que 80% de la dette ne pourra pas être remboursée, sauf en vendant les terres. La concentration des terres s'accroît, les terres cultivables gagnent sur les forêts et beaucoup de bonnes terres appartiennent au roi. La Banque mondiale a mis en place un programme de réforme agraire assistée par le marché pendant 25 ans, visant à donner un crédit pour développer le revenu. La terre devait appartenir à ceux qui pouvaient payer ou investir dans les terres. Depuis les années 90, les transactions foncières se multiplient et la rotation des propriétaires s'accélère, la crise économique aggrave la marchandisation et la spéculation sur ces terres. Des mouvements de paysans ont lutté pour une réforme agraire réelle dans les années 70 pour lutter contre l'emprise de la Banque mondiale et un réseau s'est constitué après le 1<sup>er</sup> Forum social mondial pour lancer des actions d'occupation de terres.

### **Pedro Avendano/Forum mondial des pêcheurs**

Il est important d'être ici car il existe des liens entre les paysans et les pêcheurs, entre la Terre et la mer car nous avons les mêmes visions de destructions de nos milieux, la mer c'est notre terre à nous. 58 pays se sont regroupés en réponse aux politiques néolibérales. Le phénomène de concentration du pouvoir entre quelques 20 ou 30 grandes entreprises se poursuit : 20% des pays du Nord contrôle 60% du PNB mondial, 80% du commerce, 85% des crédits, 80% des investissements. Les principales victimes sont les femmes, les paysans et les communautés de pêcheurs. Il y a 32 millions de pêcheurs dans le monde dans le secteur de la capture marine et 100 millions dans celui de la pêche artisanale qui est le plus atteint. En Asie,

le poisson représente 23% des protéines consommées garantissant l'apport de vitamines A, B, C, D. Les experts de la Banque mondiale ne nous aident pas, ce n'est pas à eux d'imposer leur volonté, ni à l'OMC. Les grandes institutions internationales et les 182 Etats qui les soutiennent, décident de façon illégitime. Par exemple, le consortium Pescanova permet à quelques sociétés de contrôler 80% des ressources et de les distribuer dans le monde entier. Le néolibéralisme maltraite les ressources alors qu'elles appartiennent à la nation. Elles sont kidnappées et transférées par les organismes privés en niant leurs spécificités locales et culturelles, comme la privatisation de la pêche Maori par des sociétés qui refusent de concéder des secteurs de pêche. On assiste à un déplacement des villages de pêcheurs qui sont expulsés au bénéfice d'autres acteurs industriels, d'opérateurs touristiques... Cette vision financière génère l'expropriation et l'exclusion. On travaille à renforcer les organisations et les sociétés civiles contre les politiques néolibérales. La souveraineté alimentaire ouvre une nouvelle perspective d'alliance entre la mer et la Terre.

### **Paul Nicholson/CPE-Espagne**

Nous devons réaffirmer 6 éléments fondamentaux :

- la crise mondiale détruit le modèle et le secteur agricole qui représente la moitié de la population de la planète. C'est une question de vie ou de mort, la mort de notre ami Lee confirme que « l'OMC tue ». Lee venait de Corée, pays dans lequel le FMI et la Banque mondiale appliquent la réforme agraire, et avait perdu les terres qui appartenait depuis des millénaires à sa famille. On a un autre exemple d'une agricultrice canadienne qui ne parvient pas à être compétitive et ne peut vivre avec ses 600 hectares ;
- les terres ne sont plus des espaces de production mais des moyens de spéculation ;
- les logiques actuelles (productions moins chères et uniformisées, privatisation des écoles et des cursus, chimisation des terres) vont à l'encontre des cultures régionales locales ;
- la priorité est donnée aux politiques d'aménagement des espaces : constructions de barrages, d'autoroutes... ;
- la privatisation provoque l'exclusion des peuples qui n'ont plus accès à leurs ressources de base ;
- les droits sociaux et environnementaux sont liés par la déréglementation des contrats de travail, l'application au migrant du contrat d'origine de son pays ou d'un pays tiers, l'absence de sécurité sociale...

Nous sommes menacés ainsi que les générations futures. La réforme agraire n'est pas seulement une revendication des agriculteurs, même si elle leur permet de survivre, mais de l'ensemble de la société, c'est une lutte au quotidien faite d'alliances avec d'autres. On doit insister sur les résistances de ceux qui veulent rester sur leurs terres, pour y vivre et produire. Les pêcheurs, les femmes et les mouvements paysans sont trois grands mouvements moteurs en terme de lutte contre la violence utilisée politiquement par les néolibéraux qui veulent éviter le regroupement des forces sociales ici présentes. Nous devons renforcer notre capacité à lutter contre la violence de la répression en Amérique latine, en Asie (10 000 suicides en Inde durant ces dernières années) et l'inscrire dans la déclaration finale. Il faut réagir et lutter contre l'impunité dont jouissent divers acteurs et multinationales. La désobéissance civile est un outil dont les potentialités sont énormes face à la répression et l'injustice et contre les décisions que l'on veut nous imposer.

### **Jacques Chonchol/ancien ministre S. Allende-Chili**

En relation avec les observations de P. Nicholson, nous vivons un processus d'accumulation et d'uniformisation qui mène à l'exclusion et l'expulsion des populations rurales. Depuis 20 ans, nous avons une libéralisation imposée par le FMI et la Banque mondiale pour assurer le développement et le bien-être de tous ! La spécialisation par régions et par filières de



production (légumes chez nous, viande en Argentine...) est présentée comme un succès mais elle conduit à la disparition de certaines productions et à l'augmentation des importations alimentaires. C'est un paradoxe, nous exportons des produits de luxe et importons des produits de base. Ces changements modifient la structure sociale du pays avec l'irruption de nouveaux agriculteurs capitalistes modernes qui développent leurs accès aux marchés alors que même les exploitations familiales manquent de tout et ne produisent que pour le marché interne. Nous avons d'un côté l'enrichissement de gros agriculteurs et de l'autre, l'appauvrissement des paysans et la perte des cultures de subsistance. La composition de la main d'œuvre évolue elle-aussi, les anciens travailleurs ruraux avec des statuts stables sont remplacés par des travailleurs temporaires qui ne peuvent pas négocier leurs conditions de travail, beaucoup sont des femmes. En 1997, il y avait en Amérique latine 111 millions de ruraux dont 70% en dessous du seuil de la pauvreté et 46% en dessous de celui de la misère. Les agriculteurs pauvres sont principalement les éleveurs, les producteurs familiaux, les paysans de subsistance et les communautés paysannes indigènes. Plusieurs pistes sont proposées comme revaloriser les politiques publiques et l'Etat dépossédé de ses pouvoirs, faciliter l'accès aux ressources de production, renforcer l'alliance entre petits producteurs paysans et pêcheurs, appliquer les technologies à la petite agriculture, assurer la sécurité et l'autonomie alimentaire, mener une politique de revalorisation de l'espace rural, soutenir les communautés et inclure la réforme agraire dans les politiques de développement rural pour résoudre la misère et la pauvreté.

### **Conférence Plénière 3**

**« Les luttes pour la terre et les ressources naturelles, la construction d'alternatives »**

#### **Jaime Amorim/MST-Brésil**

(...) Dans un contexte d'internationalisation des marchés, les politiques à l'exportation sont destructrices à plusieurs niveaux. L'expansion intensive de la culture de canne à sucre dégrade les sols. De même, les cultures à l'exportation d'eucalyptus et de pins épuisent la terre, déracinent les hommes et dévaste complètement la nature. Le troisième produit est le soja transgénique qui utilise des fertilisants chimiques et des pesticides qui détruisent les sols pas seulement au Brésil mais dans beaucoup de pays d'Amérique du sud. Ce modèle qui concentre la terre, les territoires, accumule les richesses, détruit les ressources et contamine l'environnement accouche de la misère, de la faim, de la pauvreté pour la plus grande partie de la population du Brésil. Face à ce modèle pervers, il nous faut en trouver un autre, comme la réforme agraire. La question de la réforme agraire n'est ni technique, ni économique. Son coût peut-être bon marché, cela dépend de la volonté politique. En tout cas, la réforme agraire est nécessaire et urgente pour lutter contre la concentration de terres, lutter contre la faim et la pauvreté dans le monde et organiser un nouveau modèle agricole basé sur la souveraineté alimentaire, la promotion de la justice, de la dignité et de la protection des communautés de paysans, indigènes... Elle est importante aussi pour éviter la marchandisation et la privatisation comme l'eau, qui est un bien commun de l'humanité, mais aussi pour lutter contre celle de la terre, jusqu'à la vie elle-même. La réforme agraire est indispensable pour protéger les semences contre leur brevetage, les semences aussi sont un patrimoine de tous. Quelle réforme agraire devons-nous construire ? Tout d'abord, la réforme agraire doit être ample et massive. En ce qui concerne la redistribution, la terre doit aller à qui la travaille avec des politiques agricoles qui garantisse l'assistance technique, programmes de logement, de commercialisation, de recherche et des nouvelles technologies adaptées à ce nouveau modèle. Cette réforme doit promouvoir un nouveau modèle d'agriculture basé sur la souveraineté alimentaire, la soutenabilité, ainsi que de nouvelles relations culturelles entre les hommes, les femmes et la terre. La réforme agraire doit garantir des espaces pour tous : les femmes, les

jeunes... pour que tous puissent travailler et produire. Nous voulons également une réforme agraire qui assure la reconstruction et le sauvetage culturel des paysans et des communautés, en tenant compte de cette destruction culturelle qui opère depuis 50 ans sous différents modèles comme celui de la révolution verte. Nous sommes qualifiés d'analphabètes, de pauvres, d'attardés... ils nous faut reconstruire nos paysanneries, nos communautés, nos cultures. La réforme doit aussi garantir la revalorisation des espaces et de la vie des paysans à travers l'aménagement des infrastructures comme l'énergie électrique, l'eau, l'habitat, des programmes d'éducation et des programmes de santé qui revalorisent les savoirs médicaux ancestraux contre la surconsommation de médicaments produits par les grands laboratoires. Nous produisons une relation d'intégration entre les humains, la terre, l'eau, les semences en construisant une culture qui promeut la vie et la divinité. Nous sommes actuellement dans un modèle qui expulse les paysans des terres dans le monde entier par la concentration des terres et des richesses par les entreprises multinationales qui détruisent et usurpent les valeurs millénaires des familles paysannes. Nous sommes aussi menacés par les périphéries des villes et par l'urbanisation qui accélère la destruction des surfaces et cultures agricoles. Nous construisons aujourd'hui la voie de retour à la terre. Nous, paysan(ne)s et sans-terre, luttant pour libérer la terre, sommes exclus dans le monde entier et placés dans une lutte inégale contre les puissants pour défendre nos droits légitimes. Pour que fonctionne la lutte paysanne pour la réforme agraire, nous et d'autres comme Via Campesina, proposons quelques mesures fondamentales :

- construire une grande campagne mondiale pour la réforme agraire contre un latifundio « ennemi de l'humanité » et faire pression sur les gouvernements nationaux pour construire des instruments juridiques et légaux pour réaliser une redistribution massive pour tous en vue d'éradiquer la faim dans le monde,

- combattre sans vaciller tous ces instruments du marché des terres impulsés par la Banque mondiale, le FMI comme formes de démobilité des travailleurs sans-terre dans le monde entier. Tous, jusqu'à l'Europe, devons envisager la réforme agraire non pas comme une forme mais comme un projet en vue de résoudre le problème des paysans pauvres d'Amérique Latine, d'Asie, d'Afrique.... Mais au-delà, la réforme agraire est une lutte de tous, un projet dans lequel toute l'humanité est impliqué. La réforme agraire est un programme de développement et non un projet compensateur,

- construire une véritable alliance objective entre tous les pauvres, tous les protagonistes des luttes pour la réforme agraire et la renforcer avec ceux qui ici croient qu'il est possible de construire une société plus juste, pour tous. Mais nous disons : « il n'est pas possible de servir deux maîtres en même temps ». Car nous élaborons un nouveau projet, un autre modèle que celui de la Banque mondiale et du FMI et l'on ne peut pas cohabiter avec deux projets. Il est nécessaire de construire un autre modèle agricole et agraire qui détruise le latifundio et que nous ne nous soumettons pas aux intérêts du FMI, de l'OMC et de la banque mondiale.

*Reforma agraria ya.*

### **Ismail Ossemane/Mozambique, Emiliana Yujra/CIOEC-Bolivia**

Parler de la terre, des ressources naturelles et des constructions alternatives dans les pays du tiers-monde diffère complètement de l'idée que l'on en a dans les pays développés. C'est très ambitieux de vouloir parler de l'ensemble d'un continent ou d'un pays mais ce n'est pas facile, je vais essayer en partant du cas du Mali qui est similaire à beaucoup d'autres pays. Pour parler de la terre dans notre pays, il faut commencer par sortir cette terre de l'informel, essayer de la légaliser, adopter un véritable statut juridique de l'exploitation familiale qui est la base des paysanneries rurales dans nos pays et nos Etats doivent formaliser les transactions foncières. Il faut une véritable carte d'identité pour l'exploitation familiale, enregistrée dans un cadastre. Dans la plupart des pays africains, elles se font de façon verbale. Lorsque les

Etats veulent spolier de grandes communautés, ils invoquent toujours des raisons d'ordre public pour les exproprier. Il faut renforcer le rôle des autorités rurales, les communes. Pour tout bail de longue durée, un système de préemption devrait permettre aux membres de la communauté rurale de bénéficier de la priorité aux lieux de sociétés étrangères transnationales, au prétexte qu'elles feront mieux fructifier la production. Le deuxième point est qu'il faut gérer la terre et les ressources naturelles au niveau local. Chez nous, il y a un paradoxe : ce n'est pas la croissance démographique qui est à l'origine de la compétition entre les utilisateurs de la terre mais plutôt une politique d'accaparement et de spoliation savamment élaborée qui génère des conflits très meurtriers. De plus, les coutumes qui réglementent l'utilisation des ressources sont de moins en moins respectées et même foulées aux pieds. L'assouplissement progressif de ces réglementations locales se traduit par la corruption de certains gestionnaires et par des pratiques néfastes des grandes sociétés qui sont très préjudiciable aux intérêts communautaires. Pour inverser ces tendances et favoriser une gestion pacifique de la terre et des ressources naturelles, il est souhaitable de promouvoir une gestion locale concertée, à la faveur de la décentralisation dans la plupart de nos pays, comme le Mali, le Burkina, le Sénégal, le Niger et le Burundi. La réglementation locale positive peut être adaptée aux réalités techniques de notre ère. Lorsque ces règles n'existent pas ou ne sont plus adaptées, il faut travailler à les redéfinir. La démarche concertée de plans d'aménagement des espaces devra être initiée et soutenue par les pouvoirs publics. Dans ce processus de concertation, il faut porter une attention particulière aux groupes marginalisés comme les femmes et les jeunes souvent défavorisés dans l'accès aux ressources foncières. Cette élaboration concertée implique le transfert de la gestion de la terre et des ressources naturelles aux collectivités territoriales décentralisées, la protection des terroirs villageois et des exploitations familiales contre la spéculation foncière et l'examen de toutes ces questions au regard des critères d'équité. Pour conclure, nous disons qu'il n'y a pas simplement l'accès à la terre et aux ressources, il y a aussi le problème inhérent à leur conservation et aux conflits qu'elle génère. Dans la plupart de nos pays, il y a des conflits souvent très meurtriers entre des systèmes d'exploitation différents entre agriculteurs, paysans, pêcheurs, ainsi que des conflits entre communautés. Ces conflits doivent être résolus de façon locale, par la conciliation traditionnelle locale. Mais il y a un conflit que l'on ne peut pas résoudre au niveau local, c'est celui entre les communautés et les multinationales qui viennent les spolier, avec la complicité de certains responsables administratifs et/ou politiques. On ne peut pas gérer ces conflits avec nos méthodes traditionnelles mais nous le ferons de façon légale, en mobilisant les populations pour qu'elles s'approprient ce combat. Je vais terminer par cette phrase : « On dit que la terre nous est prêtée par nos enfants, faisons en sorte de la leur rendre intacte ».

### **Henri Saragih/FSPI-Via Campesina Indonésie**

Merci au comité organisateur et à l'assemblée de bien vouloir prêter attention à notre combat pour la terre et les ressources naturelles que nous menons contre le système néolibéral. Il est en train de se dérouler une guerre pour l'appropriation des ressources naturelles. La guerre n'est pas seulement en Irak mais partout, dans de nombreux pays dans le monde, dans de nombreux villages, dans nos campagnes. Ceux qui appartiennent à Via Campesina en Indonésie, en Europe mènent le combat contre des compagnies internationales pour lutter contre les grandes compagnies de plantations, contre l'implantation des grands barrages et les grandes compagnies forestières pour les empêcher de détruire nos terres et nous avons discuté de nos différentes expériences et de nos luttes pour la défense de nos ressources et de nos vies. Nous parlons de nos terres et de nos ressources naturelles et ne pouvons nous cantonner au domaine de l'agriculture. Nous prenons en compte la terre dans sa globalité en prenant en compte les ressources minières et pétrolières et allons organiser prochainement des rencontres pour discuter de ces deux combats. Il faut savoir que ces

ressources sont des richesses qui appartiennent aux populations et non aux compagnies qui les exploitent. Ce sont des problèmes si importants que nous, les paysans, nous retrouvons à parler de toutes ces ressources alors que nous étions engagés dans les débats sur l'agriculture, la pêche et l'eau mais les discussions dérivent sur les grandes compagnies minières et pétrolières. Avec la réforme agraire, les brésiliens nous ont montré que les luttes avancent quand les populations les prennent en main, comme on le fait ici avec la Via Campesina avec qui nous menons deux combats depuis 20 ans en Indonésie pour occuper les compagnies forestières et les plantations qui se sont accaparées nos terres. Qu'en est-il de notre combat aujourd'hui ? Au Brésil, en Indonésie et en Europe c'est partout la même chose. Tout comme notre ami José Bové qui a connu l'année dernière des ennuis judiciaires, nos adversaires et les gouvernements criminalisent nos actions. Alors qu'à l'origine notre mouvement n'a rien d'illégal, ils essaient d'empêcher notre lutte pour la terre, les ressources et la vie. Maintenant que le gouvernement nous présente comme des radicaux, nous revendiquons le fait que notre action soit radicale. Nous avons décidé de réorienter notre combat en le plaçant non seulement sur celui de la lutte mais aussi sur celui de la communication autour de notre concept de droit paysan. A Genève, nous dialoguons avec le comité pour les droits de l'homme et nous souhaiterions que ce concept soit définitivement reconnu. De quoi s'agit-il ? De notre droit à la terre, de celui de pouvoir nous exprimer et nous organiser ainsi que le droit à un revenu minimal décent dans les campagnes. Il n'existe aucune charte ni aucune convention du droit des paysans, alors qu'il existe une convention internationale des droits du travailleur, c'est une raison pour laquelle Via Campesina fait pression pour la reconnaissance d'un tel texte. Depuis l'an dernier, nous publions un rapport annuel sur la situation des paysans car nous nous réunissons chaque année pour confronter nos luttes de défense de nos terres et de ressources contre les compagnies et les institutions qui nous spolient. Sachez par exemple que cette année au Brésil, de nombreux paysans ont été tués à cause de ce combat pour la terre, tout comme en Indonésie, 6 paysans ont été tués par la police cette année et quatre autres agriculteurs cette année alors qu'ils luttent pour défendre leur terre. Voilà pourquoi nous affirmons que la guerre n'est pas seulement en Afghanistan ou en Irak mais se déroule aussi dans les campagnes du monde entier et qu'il est urgent de bâtir, comme ici, la solidarité entre tous les paysans et entre les populations et de renforcer le combat pour la défense nos droits. Enfin, dernier point à propos du modèle de réforme agraire, nous avons essayé d'analyser quel devait être la place octroyée aux gouvernements, aux Etats et aux paysans. Dans de nombreux pays comme en Chine ou l'Indonésie nous ne pouvons pas dépendre du gouvernement, ni attendre qu'il mette en place la réforme agraire. D'un côté, nous ne voulons pas de la protection des gouvernements et d'un autre côté, nous la souhaitons. Dans le système néolibéral actuel les entreprises souhaiteraient d'ailleurs que les gouvernements ne protègent pas ou plus les paysans. Nous avons besoin d'une démocratisation renforcée, le monde change et il est temps de développer un nouveau modèle qui mette au centre les paysans et les populations pour construire notre concept de réforme agraire. La lutte continue, merci beaucoup.

### **José Bové/Confédération paysanne-France**

Tout d'abord, je voudrais commencer en vous disant que ce matin, environ deux cents à trois cents personnes, des paysans et des habitants de Valencia, ont mené une action pour la protection des terres maraîchères en périphérie cette région. Cette action est très symbolique de la question de la terre. Ce matin, nous avons occupé un entrepôt de containers d'entreprises internationales situé sur des terres agricoles, mis en place au départ avec une concession pour deux ans et qui dure depuis plus de sept ans, alors même que les terres ont été bétonnées en toute illégalité. Cette action avait pour but de dénoncer cette situation de destruction et de démantèlement progressif des terres agricoles et maraîchères de Valencia dans un but

d'industrialisation, au profit d'entreprises qui jouent le jeu de l'import et de l'export et cassent toute possibilité d'économie locale ou d'occupation d'un espace au service de la population. Cette action correspondait tout à fait à l'esprit de ce Forum sur la question de la réforme agraire et de la destination des terres agricoles. Cela me permet de faire une première précision sur ce qui a beaucoup été dit ici et que je voudrais nuancer quant à l'idée que la terre doit appartenir à ceux qui la travaillent. Je pense que c'est un très mauvais slogan, d'abord utilisé par les conquistadors, par les occupants d'Amérique du Nord contre les populations indigènes et indiennes qui habitaient ces territoires. « La terre à celui qui la travaille » peut devenir « la terre au plus fort ». Il nous faut aller plus loin en reconnaissant que la terre est un bien commun qui appartient à tous. Les terres agricoles doivent être gérées dans cet objectif et la gestion doit être donnée à ceux qui travaillent cette terre. Il faut faire cette distinction entre accaparement et propriété de la terre et l'usage de la terre. Il a été souligné dans de multiples interventions que l'on peut se retrouver dans des conflits aussi bien avec les Etats, qu'avec des intérêts privés sur les questions d'accès à la terre. Ce n'est pas parce que la terre appartiendrait à l'Etat que cela redonnera le pouvoir aux paysans et que cela leur permettra d'organiser la gestion de la terre, selon les intérêts des communautés rurales. Partout dans le monde, on voit le même type de conflit surgir. Dans le passé, les conflits pour la terre correspondaient aux situations économiques et politiques particulières des différents pays du monde. Aujourd'hui, pour la première fois, l'humanité est confrontée à un modèle unique, à la mise en place d'un système que l'on peut qualifier de totalitaire dans la mesure où il englobe l'ensemble des habitants et des territoires de la planète. La globalisation crée une situation toute à fait singulière : que l'on habite au Mali, en Bolivie, en Palestine, au Brésil ou ailleurs en Europe, on se retrouve confronté à un accaparement de la terre, non plus pour la production locale et régionale, mais par une agriculture qui obéit aux logiques d'exportations et de marché. Ceci aboutit aussi au renforcement de règles au niveau national et international qui favorise cette logique économique. Plusieurs pays sont confrontés à une façon d'éliminer les paysans par la mise en place des cadastres de terres. Il faut savoir que la Banque mondiale et le FMI financent les cadastres de terres pour pouvoir enfermer les paysans sur leurs parcelles. Cela pourrait avoir des avantages pour faire reconnaître des zones mais cela a surtout le très grand désavantage de démanteler des formes communautaires traditionnelles d'agriculture et d'organisations particulières, au bénéfice d'un modèle unique qui modifie radicalement la vision de l'agriculture et ne permet pas de résister à la pression internationale. Quel est le rôle et la place des paysans aujourd'hui ? Aujourd'hui les paysans, qui représentent plus de 55% de la population active de la planète, ont pour fonction d'occuper l'espace et de produire, rôle essentiel et indispensable car il n'y a pas d'alternatives au fait que les paysans doivent rester à la terre. Pas un seul modèle économique ne tiendrait en mettant ces paysans dans des villes de 50, 60 ou 100 millions d'habitants. L'exemple de la Chine est évident à ce niveau là : que va-t-on faire des 350 millions de paysans chinois qui vont être expulsés de leurs terres ? Il n'y a aucune issue, ni en terme de développement, ni d'urbanisation et encore moins en terme d'environnement. Le rôle des paysans est d'abord de rester à la terre pour nourrir leur famille et pourvoir à l'alimentation des communautés rurales, régionales et d'organiser celle des populations. Ce qui est aujourd'hui invraisemblable est que cette expropriation des paysans se fait au nom de l'exportation, logique économique qui représente moins de 10% de la production de la planète et transforme l'ensemble des territoires. La première phase était de prendre conscience qu'il n'y aura pas de solution pour la terre, pour la réforme agraire, pour les petits paysans tant qu'on ne dira pas qu'il faut que l'OMC sorte de l'agriculture. Il ne faut pas croire qu'une réforme agraire sera possible dans le cadre intégré à l'organisation mondiale du commerce. Aujourd'hui, nous sommes entrés dans une nouvelle phase. Nous savons à Via Campesina que cette lutte pour la terre devient l'expression publique de la résistance à la mondialisation et que nous avons choisi de

commémorer tous les ans cette lutte des paysans pour la terre, le 17 d'avril, jour d'anniversaire d'un massacre de paysans sans-terre au Brésil. Dans le monde entier, il y a des mobilisations à cette date pour l'accès à la terre et les droits des paysans. Depuis l'an passé, une autre date est apparue qui est celle du 10 septembre, date de commémoration du suicide de notre camarade Lee paysan sud-coréen à Cancun, avec une pancarte autour du coup qui disait « l'OMC tue des paysans ». Ces deux dates sont symboliques de ce qui nous rassemble ici, de cette nécessité de lutter à la fois pour la terre et pour la souveraineté alimentaire parce que les deux sont liées. Ces luttes qui se multiplient aussi bien dans les pays du Sud que du Nord parfois dans des formes différentes, avec pour objectif clair l'appropriation de cette lutte pour la terre par les populations. On ne décrète pas la réforme agraire par le haut, la gestion et l'accès à la terre doivent être l'œuvre de ceux qui luttent sur le terrain. On se rend compte que quand des paysans, des ruraux, des sans-terre s'organisent, ils créent leurs propres outils de gestion de la terre à partir de leurs réalités locales et non de discours préétablis. Les luttes sont d'ailleurs très différentes et ne reprennent pas forcément des modèles traditionnels de gestion de la terre. La plus symbolique des luttes est la résistance menée au Chiapas par les communautés indigènes qui se réapproprient des droits et construisent de nouvelles formes de gestion, pas seulement de la terre mais de leurs communautés, de nouvelles formes de pouvoirs et de leur répartition, sans attendre que cela vienne d'en haut. D'autres régions ont ce genre d'expression comme en Bolivie ou dans une colonie française, du peuple Kanak qui s'est réapproprié ses droits sur la terre dans le cadre d'une gestion collective du foncier. Chez nous aussi en Europe bien des combats ont lieu, parfois dans le cadre des règles nationales qui existent comme des occupations de terre contre la spéculation, contre la réorientation des terres agricoles en parcs de loisirs ou en réserve de chasse. Je veux aussi parler du combat mené en France, dans ma région du Larzac, où après dix ans de lutte contre l'extension d'un camp militaire que l'on voulait nous imposer, nous les avons chassés et avons décidé d'utiliser les terres achetées par l'Etat dans un mode de gestion collective et non en propriété. Aujourd'hui, sur ce petit coin de territoire français, 8500 hectares sont gérés collectivement par les habitants et les paysans. C'est l'assemblée générale de tous qui décide de l'affectation des terres, du prix des loyers, de qui va s'installer et des dynamiques que l'on va créer sur le territoire. L'important est que l'on a pas voulu en rester uniquement à la question de gestion agricole de la terre mais que l'on a intégré l'ensemble des autres personnes qui utilisent la terre. En Europe, on sait que les gens des villes ont aussi besoin d'espaces, de territoires pour pouvoir se ressourcer et si nous avons une activité agricole sur les terres, elles doivent être ouvertes pour que d'autres puissent en profiter et que l'on reconnaisse, en tant que paysan, les autres usages de la terre. Cet exemple montre que l'on peut partout construire des résistances et ne pas attendre que les choses aient changé au niveau international. Que ce soit en Amérique du Sud, en Asie, en Inde avec un mouvement de paysans sans-terre qui prend de l'importance ou en Afrique du Sud, à travers ces résistances, on crée les outils de gestion différents de ceux qui existaient avant. Tout cela se mène en parallèle avec la résistance globale face à la logique néolibérale mais cela doit aller plus loin. Il faut que les alliances que nous menons contre l'OMC et le FMI servent aussi la lutte pour la terre et que ceux avec qui nous menons des jonctions, comme cela sera encore le cas cette année à Porto Alegre durant le Forum social mondial, fassent de ce droit à la terre une priorité pour tous. L'accès à la terre peut être aussi un moyen pour les Etats d'organiser la destruction de peuples car si on prive un peuple de sa terre, c'est la meilleure façon de l'empêcher de revendiquer sa dignité. Deux exemples nous concernent tout particulièrement autour de la Méditerranée. Le premier est ce qui se passe en Palestine avec la construction du mur et la façon dont le gouvernement israélien essaie d'empêcher le peuple palestinien d'avoir sa propre agriculture et son propre territoire et l'exemple du peuple kurde victime de la même politique puisqu'au Kurdistan turc, 6000 villages ont été rasés et quatre millions de paysans expulsés de leurs terres pour casser la

revendication de cette population. La terre est aujourd'hui une question centrale, pour nourrir la planète, pour savoir comment vivre demain en fonction des cultures et des choix ancestraux. C'est aussi une question de vie ou de mort dans la mesure où le modèle néolibérale accélère le développement de la logique industrielle et la destruction de terres agricoles, bétonnées pour d'autres activités. La situation irréversible dramatique serait celle de la diminution des terres agricoles, de la disparition des paysans et de la fin de l'alimentation pour les habitants de la planète. Ce combat que nous menons est universel, il nécessite l'union et la solidarité.

### **Samir Amin-Egypte**

Je voudrais mettre l'accent sur l'ampleur gigantesque et la nature variée des réformes agraires nécessaires, non pas seulement pour permettre aux paysans de continuer à exister et à vivre ce qui est déjà un objectif en soi, mais pour permettre un développement digne de ce nom, c'est-à-dire un développement à la fois agricole, industriel, de services, local, régional et mondial au bénéfice réel de tous les peuples et de tous les travailleurs. Pour cela, il faut remettre en question les formes de gestion de l'accès à la terre et de mise à disposition des moyens de l'exploiter convenablement. Je voudrais ici commencer par une critique radicale de la propriété privée. La propriété privée du sol n'est pas la réponse au défi mais est à l'origine de nos problèmes, même si hélas nous serons contraints de l'accepter encore pas mal de temps. Le régime foncier qui nous est présenté comme le modèle par excellence est celui qui est fondé sur la propriété privée du sol or c'est une invention récente dans l'Histoire et encore limité. Le danger de son développement et de son enracinement est présent. Privatiser veut dire « retirer à » en latin, c'est-à-dire retiré à l'*ager publicus* qui est la terre qui appartient au peuple. Le privé est quelqu'un qui vole au peuple un morceau de ce qui lui appartient, c'était à l'origine une exception au profit des plus forts et des plus importants et qui ne deviendra la règle que tardivement, dans le temps modernes et dans un petit coin de l'Europe. Cela amènera la destruction des modes de vie antérieurs, des droits coutumiers et collectifs des communautés paysannes, même à travers ce système hiérarchisé qu'était le système féodal de l'Europe occidentale, par le système des enclosures au profit d'une nouvelle classe de propriétaires fonciers. Ce modèle récent a été graduellement étendu au 19<sup>ème</sup> siècle à la majeure partie de l'Europe avec quelques exceptions et limites ici ou là. Bien sûr, la conquête coloniale du capitalisme dominant a également exporté ce modèle de la propriété privative du sol ailleurs dans le monde : en Afrique, en Asie et en Amérique latine. L'argument que l'on nous donne est que cette propriété du sol est la rationalité, c'est-à-dire la condition d'une exploitation rationnelle des ressources naturelles, du travail, des produits. C'est un argument inacceptable qui ne pose pas la question de fond des rapports sociaux à l'intérieur desquels fonctionne cette rationalité : pourquoi faire, pour qui et dans l'intérêt de qui, et à quel prix ? Les pressions qui vont dans ce sens sont très puissantes, pas seulement du côté de l'adversaire, les sociétés multinationales qui veulent voler la terre, mais aussi du côté de nos paysans (...) Les droits coutumiers avaient leurs caractéristiques et leurs limites mais ils permettaient aux paysans d'aller couper leur bois et d'en faire du charbon sans être accusés de vol comme les paysans accusés de ce chef, que Karl Marx défendaient en Rhénanie. Deuxièmement, il y a les communautés modernes, qui sont en partie en construction et souvent handicapées par les pouvoirs réactionnaires dominants mais qui ont besoin d'être soutenues de l'intérieur et de l'extérieur par l'Etat et la politique. Je pense que les communautés des sans-terre sont un de ces nouveaux modèles qui se rapproche le plus de la démocratie ou d'une moindre inégalité. Ces communautés modernes existent aussi en Afrique, comme au Mali en 1961 où le gouvernement a décidé que la terre était propriété de l'Etat c'est-à-dire propriété éminente, qui serait gérée par les collectivités rurales sur la base, non pas de la coutume et de la défense des chefs traditionnels, mais sur la démocratie et la

distribution rigoureusement égale des terres entre toutes les familles. Quand l'Etat sénégalais, qui pourtant était loin d'être socialiste, a créé les communautés rurales, décidé du principe de leur élection et leur a donné le pouvoir de gérer l'accès au sol, c'est une réforme démocratique même si dans la pratique cela reste imparfait. Nous devons défendre tout cela et ne pas nous contenter de critiques contre l'Etat pour voir dans une perspective beaucoup plus longue comment transformer une société de la base -les communautés de base- jusqu'au sommet du pouvoir. Ceci n'exclut pas qu'il y ait des régions qui ont besoin de réforme agraire au sens radical, c'est-à-dire une redistribution de la propriété privée comme au Brésil, en Inde ou en Afrique du sud, là où l'histoire a fabriqué une appropriation extrêmement déséquilibrée. La question du caractère sacré de la propriété auquel croit la presque totalité des êtres humains est un recul très récent et dans l'histoire socialiste, communiste, marxiste, ce n'était ni acceptable, ni accepté. Dès le 17<sup>ème</sup> siècle Marx, dans ses discussions avec les populistes russes pose la question de l'avantage historique de ne pas avoir la propriété privée au sens bourgeois du terme en Russie. Cette discussion a été reprise dans les années 60 en Afrique et a été oubliée depuis, il faut rouvrir tous ces dossiers et faire notre campagne pour l'accès aux droits au sol au niveau mondial. Il ne s'agit pas de multiplier les propriétaires privés éventuellement utiles à l'expansion ultérieure du capitalisme mais de créer les conditions d'une autre forme de vie collective, paysanne et globale.

## **Conclusions des ateliers en plénière 6 décembre 2004**

### **Atelier Amérique latine**

Coordinateurs Maria Eleina Sequeira/ATC Nicaragua, Oscar Torres/Plateforma rural Chile

150 représentants de diverses organisations paysannes, indigènes regroupés méthodologiquement en 4 régions : Meso-America -Mexique, Amérique centrale – Caraïbes, Amérique Andine et les autres pays d'Amérique latine. D'icers intervenants du Honduras, du Guatemala, du Nicaragua, Mexique, des Caraïbes, de Bolivie, de Colombie du Venezuela et de l'Equateur ont expliqué le contexte historique de leurs pays, des événements qui affectent leurs régions et les luttes paysannes pour la réforme agraire. D'autres pays étaient représentés mais nous n'avons pas pu les écouter et nous regrettons des absences comme celle de Cuba. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les politiques agricoles et les institutions compromises qui les dirigent, conduisent aux mêmes logiques pour le monde rural. Nous avons cinq axes communs :

-La lutte pour la décolonisation d'Amérique Latine et des Caraïbes et la construction de Républiques avec l'exclusion et l'exploitation des habitants du monde rural.

-Les vicissitudes de la démocratie dans notre continent et l'insertion dans nos sociétés nationales des communautés paysannes et indigènes.

-Les tentatives de mise en œuvre des réformes agraires, avec plus ou moins de succès, faite d'avancées et de reculs.

-La contre-réforme agraire et les politiques néolibérales de marché qui s'imposent dans le continent et le monde entier à travers les négociations de la Banque mondiale et des traités de libre commerce de l'OMC.

-Les luttes des communautés en association avec les autres associations et organisations dans le monde, en mettant en relation les zones urbaines et rurales.

La réforme agraire doit être mise en œuvre pour impulser des changements sociaux dans le monde rural.



## **Atelier Afrique**

Coordinateurs Amade Suca/UNAC Mozambique et Mohamed Mohi El-dein Ismael/GTUWA Egypte.

L'atelier a connu des difficultés de traductions liées à la diversité linguistique. Quatre régions d'Afrique étaient représentées : Nord-Ouest, Est, Afrique centrale, Afrique australe. Nous avons abordé plusieurs thèmes : le contexte historique du phénomène de réforme agraire dans les différents pays, les éléments marquants de ces réformes et la stratégie pour arriver à sa mise en route. Il y a beaucoup de frustrations et de révoltes, comme en Afrique du Sud, au Mozambique. Le phénomène de perte de terre résulte de l'absence de mécanismes pour pouvoir l'utiliser. Une loi de la terre de 1997 reconnaît les droits coutumiers qui furent avalisés par une loi progressiste. En Afrique occidentale, les mouvements sont organisés et ont élaboré, il y a deux semaines, une proposition de réforme agraire, en particulier au Mali. En Afrique du Nord, il y a beaucoup de problèmes avec la question de l'eau, dont dépend entièrement la production agricole. Il y a aussi beaucoup de conflits ethniques entre les différents groupes utilisateurs de la terre. Nous sommes en train de perdre les avancées de nos luttes d'indépendance avec le développement du système néolibéral qui génère encore plus de pauvreté. La Banque mondiale suggère de privatiser les terres communes qui appartiennent aux communautés. La réforme agraire inclut l'accès à la terre, l'accès à l'alimentation et le droit de se nourrir. Pour nous, la réforme agraire est un droit humain. Il y a une articulation permanente dans la communauté entre le droit coutumier que l'on utilise pour solutionner les problèmes locaux et le droit positif qui régule les conflits à connotation raciale, ethnique... Il y a des dynamiques de réforme agraire dans tous les pays d'Afrique mais le processus, lorsqu'il est initié par les gouvernements et les politiques, est contraire aux processus historiques, aux luttes pour l'indépendance qui avaient pour objectif de libérer les hommes et la terre. Les modes de gestion des terres et des ressources naturelles dépendent de chaque pays. Il y a une confrontation entre un modèle moderne de gestion et notre système traditionnel, qui défend les valeurs anthropologiques de la terre, symbole de la fécondité et de la fraternité. La population augmente en Afrique et la superficie des terres n'est pas extensible, nous avons un besoin urgent d'une réforme complète. Les politiques des gouvernements africains sont en faveur des grandes entreprises capitalistes en milieu rural. Nous répétons que nous ne voulons pas de libéralisation de l'agriculture et que les initiatives adoptées au niveau du continent avec le NEPAD comme les accords régionaux de libre commerce par ex. ceux de Cotonou, sont des manifestations du néolibéralisme qui violent la souveraineté alimentaire et sont des armes de destruction massive des peuples. Nous devons repenser nos alliances, mouvements de paysans avec d'autres groupes de consommateurs, pêcheurs... en Afrique et dans le monde, par la solidarité internationale des luttes contre le néolibéralisme. Nous devons globaliser les luttes pour renforcer l'espérance mondiale et nous participerons à la Campagne globale pour la réforme agraire lancée par Via Campesina et le FIAN.

## **Atelier Peuples indigènes**

Coordinateurs Luis Llanquilef/Ranil Lafkentue-Chili, Pedro de la Cruz/Fenocin-Equateur.

Je remercie tous les participants de cet atelier et passe directement aux conclusions. Nous devons souligner qu'il est fondamental de légaliser les territoires des peuples indigènes en récupérant et redistribuant les terres usurpées depuis la colonisation. Le projet de consultation, prévue en application de l'article 169 de l'OIT, doit être effectué dans une forme réelle et effective et non partiellement comme c'est le cas aujourd'hui. Une autre question prioritaire

pour les peuples indigènes est la reconnaissance de leurs droits en ressortant la proposition de déclaration des droits des peuples indigènes que l'on retrouve archivée aux Nations-Unies. En 1994, la décennie des peuples indigènes a été proclamée. Elle termine en décembre 2004 et il n'y a eu aucun résultat sinon plus de pauvreté, d'exclusion et de déclassement des peuples. Nous croyons dans une souveraineté alimentaire en tant que culture qui n'homogénéise pas la richesse de la diversité. Pour intégrer les revendications et les perspectives indigènes dans la réforme agraire, nous proposons une définition des peuples indigènes et de leurs territoires comme possessions ancestrales, occupations permanentes et relations culturelles spéciales en relation avec la terre, la protection des valeurs culturelles et spirituelles, caractéristiques des terres c'est à dire les modalités d'usages, de transmission et de changement de régime des terres communes, l'utilisation des terres et des ressources, construction de politiques publiques avec pouvoir de décision, l'interdiction de déplacement des peuples indigènes. Nous prônons une réforme agraire intégrale qui prenne en compte la spécificité des relations avec la terre : la terre ne nous appartient pas, nous appartenons à la terre. Nous pensons que ces lieux sacrés doivent être un patrimoine commun des peuples indigènes et non propriété privée. Nous réclamons la reconnaissance d'un droit historique sur la terre, de la fonction culturelle de la terre, de nos pratiques de production et de nos droits coutumiers en relation avec la terre-mère. La réforme agraire intégrale n'est pas qu'une solution pour les peuples indigènes mais doit être une partie du développement du monde rural. La réalisation des droits individuels et collectifs est un débat à approfondir car nous croyons plus dans les droits collectifs, alors que le modèle néolibéral les présente comme un danger. Quel terrain d'entente peut-on trouver avec mouvements les paysans et comment faire coïncider nos revendications parce que nous vivons tous avec la Terre-mère. Là où vivent les peuples indigènes, il y a une meilleure gestion des ressources naturelles comme l'eau. Les consommateurs des villes comme celles de l'Altiplano qui utilisent ces ressources, historiquement protégées par les peuples indigènes, ne considèrent pas ceux qui réellement conservent la nature. Il faut assurer une cohabitation entre tous les êtres humains et des êtres humains avec la nature, en tenant compte des contradictions culturelles et territoriales. Il est fondamental de connaître et valoriser la diversité culturelle sans s'imposer nos conceptions, c'est un apprentissage commun. En Colombie par exemple, les peuples indigènes ont beaucoup appris des luttes paysannes mais depuis ces dernières années les paysan(ne)s apprennent en retour des peuples indigènes que la terre n'est pas une marchandise. Il nous faut reconnaître l'importance de la propriété collective et d'une conception de la territorialité qui définit le futur de la communauté dans son milieu. L'actuel processus de globalisation crée des alliances non seulement par affinités mais également par des nécessités historiques de convergence. Nous avons analysé les dangers envers les populations assassinées, déplacées et nous avons travaillé à l'élaboration d'une résolution pour la sauvegarde de tous les peuples en danger d'extinction, de par les abus du modèle économique : « Le Forum mondial de la réforme agraire, réuni à Valencia le 5 décembre, se solidarise avec les peuples indigènes tout spécialement celui de Colombie et rend hommage aux leaders assassinés. Le Forum exige du gouvernement de Colombie la réparation intégrale pour la population de **Veracativo**, pour les grands dangers environnementaux, économiques, sociales et culturels subis par ces frères et sœurs indigènes dans leurs territoires. Nous appelons en particulier à l'application de la décision que la cour constitutionnelle a rendue il y a six ans sur les droits fondamentaux et dénonçons la répression, les assassinats et les disparitions de ces dernières années. C'est une proposition de soutien solidaire aux peuples indigènes dans tous les pays, comme en Equateur où les populations sont menacées de déplacements par l'avidité du capital privé international sur les ressources naturelles comme le pétrole, l'or, les forêts. »

## **Atelier Europe, EE.UU, Canada**

Coordinateurs Dena Hoff/FNC-USA, Manuel Delgado, Espagne.

Nous avons beaucoup parlé de concentration de l'agriculture due à la politique agricole commune. L'Europe distribue des primes à ses agriculteurs mais pas de manière équitable, on constate que 80% des aides vont à 20% d'agriculteurs. Cette politique aidée conduit à la concentration, à l'intensification et à la spécialisation par filières de production et par régions (zones agricoles, de tourisme, réserves de chasses, espaces résidentiels...). La nouvelle PAC en cours prévoit un découplage des aides, c'est à dire que les aides ne seront plus versées à la production mais seront distribuées aux agriculteurs qui en touchent déjà. Cette politique conduit à l'exclusion et à la disparition des paysans, on est de moins en moins nombreux en Europe : en moyenne de 2 à 4% de la population active dans les pays d'Europe du Nord contre 30% à 40% dans les pays du Sud et de l'Est. Les paysans émigrent dans les villes ou vont constituer des réservoirs de main d'œuvre bon marché pour les régions d'agriculture intensive. L'intérêt de la réforme agraire est de changer ces politiques. Pour cela, il y a de nombreuses luttes au Portugal, en Espagne, en Italie, en France à travers lesquelles on peut expérimenter les outils et les lois dont certaines ne sont même pas appliquées s'il n'y a pas de mobilisations. Même en Europe, les paysans perdent leurs acquis sociaux. Il faut trouver des alternatives et articuler les mouvements à l'intérieur de l'Europe en fédérant les luttes paysannes entre elles et en relation avec celles des mouvements sociaux, notamment ceux qui sont mobilisés sur leurs droits et qui se battent contre le néolibéralisme actuel. L'alliance doit s'étendre aux consommateurs, par exemple par le biais des coopératives, aux migrants qui sont des travailleurs sans droits, et à tous les usagers de l'espace rural pour conserver le multi-usage de la terre. Nous avons aussi débattu de l'inégal accès à la terre en posant les problèmes de la spéculation sur le foncier et des prix non rémunérateurs qui empêchent l'installation en agriculture. Nous sommes actuellement dans une phase de changements car l'accès à la terre est une condition nécessaire mais non suffisante, il nous faut définir un modèle politique agraire et agroalimentaire qui mette l'homme au centre. La réforme agraire fondée sur l'accès à la terre offre une alternative à la PAC, c'est un outil de redistribution pour lutter contre la spécialisation, la concentration et pour freiner l'urbanisation des terres agricoles. Elle doit s'accompagner d'une revalorisation des prix agricoles et d'une juste rémunération du travail, le métier de paysan est d'intérêt public. La réforme agraire est au centre des politiques d'aménagement des territoires, des politiques foncières et de celle de développement durable car elle prend en compte les ressources naturelles, les cultures diversifiées et les savoirs paysans. L'agriculture qui assure nos moyens de subsistance, est une activité qui de par sa nature doit échapper au contrôle des organismes comme l'OMC, le FMI, la Banque mondiale qui mettent en place le dumping des prix et organisent la concurrence entre les paysans du Sud et du Nord, entre les régions de production.

## **Atelier Asie**

Coordinateurs Indra Lubbis/FSPI-Indonésie, Jagat Bahadur Basnet/CSRC-Népal.

L'un des principaux objectifs de notre atelier est d'apporter une aide à tous ceux qui luttent pour la terre et de partager les différentes initiatives de nos réseaux sous-terrains, nationaux et internationaux. Divers mouvements sociaux étaient représentés, en provenance du Vietnam, du Bangladesh, de Malaisie, d'Indonésie, des Philippines, de Chine, de Thaïlande, du Népal, d'Inde, de Corée du Sud ainsi que d'autres compagnon(ne)s venus d'autres pays. Voici la liste des objectifs dressée par les différents participants au regard de deux conférences récentes : celle des droits à la terre en Thaïlande, en décembre 2003, et celle des droits des femmes

paysannes dans la globalisation en juin 2004. La conclusion est qu'en Asie, il n'y a pas de volonté politique des gouvernements de réaliser une réforme agraire ce qui nous conduit à l'augmentation des sans-terre aux issues fatales de pauvreté et de famine. Une autre crise est l'augmentation de la dette rurale, due à l'ouverture des terres et des ressources aux grandes compagnies transnationales à travers les grands projets d'investissements, comme les plantations ou l'extraction minière qui détruisent nos terres agricoles. Nous luttons contre la privatisation des ressources particulièrement l'eau, la terre et l'énergie et contre les programmes de développement initiés par les institutions financières internationales qui accroissent la pauvreté par le truchement de l'assistanat et des aides. La marginalisation des femmes se poursuit alors qu'elles sont valorisées dans les discours et les programmes de développement rural, elles continuent à être sans-terre et restent absentes des pouvoirs de décisions. L'exclusion sociale affecte aussi les Dalits, les populations indigènes ainsi que tous ceux qui travaillent la terre. Les luttes de ces mouvements sociaux sont confrontées à la violence d'Etat, des gouvernements et des provinces qui défendent les intérêts des grands propriétaires terriens et des grandes compagnies. Malgré les intimidations, ils continuent leurs combats et développent les mobilisations à différents niveaux en conduisant différentes actions comme les grèves de la faim, les occupations de terre, les campagnes d'information, toutes sortes d'actions en justice ainsi qu'un travail de solidarité internationale. Dans ce contexte de solidarité internationale, le groupe a défini des valeurs et adopté un calendrier d'actions dans la région et à un niveau global, durant les mois d'avril, d'octobre (journée de l'alimentation) et de décembre 2005 à HongKong. Une autre proposition a été adoptée par l'atelier et vise à mettre en place une semaine internationale d'occupations des terres. Etant donné la diversité des mouvements, nous sommes d'avis de créer une structure capable d'intervenir dans n'importe quelle région pour faire une médiation entre les gouvernements et les populations ainsi qu'entre les hommes et les femmes des communautés, afin de remédier collectivement à l'injustice historique de l'exclusion des Dalits, des femmes et des indigènes. Ces derniers affirment leur solidarité avec le mouvement global dans son combat pour la terre et pour la vie contre les forces impérialistes, les grandes compagnies transnationales et les grands propriétaires terriens.

### **Atelier Genre**

Coordinateurs Ujjaini Halim/FIAN West Bengal-India, Patricia Castillo/Guatemala.

Nous avons eu beaucoup de participants des divers continents qui ont échangé leurs expériences. La question du genre est transversale et devra s'incorporer aux autres ateliers ou plénières. Un des aspects important concernant le genre et la réforme agraire est la perspective de droits humains comme celui à l'alimentation, dont la mise en oeuvre incombe aux gouvernements. La réforme agraire est un pas important dans la direction de ce droit. Un autre principe fondamental des droits humains est celui d'égalité et de non-discrimination, qui doivent être centraux dans la stratégie de mise en oeuvre réforme agraire dans différents pays. Certains participants ont souligné que la question du genre en relation avec la réforme agraire comporte un aspect multidimensionnel, social et politique, culturel, économique. Dans la plupart des interventions, on relève que les droits humains constituent une grande plate-forme, qui accommode ces diversités de castes, classes, ethnies et peut créer une réelle opportunité de coopération entre les nations. Nous avons aussi débattu du processus de néolibéralisme et des réformes majeures menées par des institutions internationales qui affectent la sécurité alimentaire, en particulier des femmes, des paysans et des pauvres. Les participants de l'atelier dénoncent ce processus de libéralisation dans l'agriculture qui détruit l'accès aux terres et doit être rejeté. Les grandes institutions financières internationales comme la Banque mondiale qui promeuvent des programmes d'ajustements structurels et des réformes,

affaiblissent la sécurité alimentaire et sociale, notamment celle des femmes et doivent être condamnées. Un autre élément important est la comparaison entre la réforme agraire classique et celle assistée par le marché impulsée par la Banque mondiale qui ne permet pas aux femmes d'accéder à la terre. Une des participantes d'Europe nous a par ailleurs expliqué que les femmes étaient individuellement discriminées dans l'accès à la terre car invisibilisées par rapport à leurs maris et à la famille. Nous avons aussi débattu de l'accès individuel ou collectif aux terres car beaucoup de communautés indigènes à travers le monde ne connaissent pas le concept de droit individuel de propriété. La plupart des participants ont conclu que chacun(e) avait individuellement le droit de définir ses besoins et les moyens pour les assurer. Concernant l'accès des femmes aux terres, plusieurs aspects doivent être pris en considération comme les lois de transmission discriminatoires dans certains pays et que l'on doit amender ou bien le renforcement du contrôle des femmes sur les terres. La réforme agraire n'est pas une fin en soi mais elle est un élément déterminant de la souveraineté alimentaire. La participation des femmes doit être développée et nous faisons une proposition de déclaration séparée des femmes dans ce Forum mondial.

### **Atelier Jeunes**

Coordinateurs Luisa Curin/Anamuri-Chile, Marita Wiggerthale/MIJARC-Belgique.

Des représentants de France, d'Italie et d'Espagne ont débattu de diverses réalités et de nos expériences en vue d'élaborer un espace politique et une invitation aux jeunes. Nous remercions ce Forum mondial de la réforme agraire de nous donner cette opportunité d'échanges entre jeunes, impliqués dans les luttes pour la réforme agraire. Nous nous sommes accordés sur plusieurs points tout en spécifiant que nos problèmes sont transversaux et communs à tout le monde paysan. Le premier point est l'accès à la terre et aux ressources : nous voulons avoir des responsabilités car nous ne sommes pas seulement le futur mais également la présent. Nous et les nouvelles générations aurons le devoir de continuer la sensibilisation et la mobilisation de nos organisations. En tant que jeunes, avec nos propres modes d'expression, nous sommes des protagonistes des luttes et des alternatives concrètes pour un autre monde possible. Nous souffrons tout particulièrement de l'isolement du à l'exode rural et à l'industrialisation de la production agricole. Nous exigeons d'abord une participation dans l'espace de débats publics et politiques, du niveau local, aux niveaux régional et global. Nous réclamons aussi l'accès aux services publics prévus dans les programmes de développement rural en terme infrastructures, de formations... ainsi que la valorisation du travail paysan, avec la création d'un statut spécial pour jeune agriculteur pour faciliter l'installation et l'accès aux ressources comme la terre, les crédits, les technologies, les savoirs. Nous nous proposons de trouver des ressources humaines et logistiques pour la construction d'un réseau de jeunes qui soit opérationnel dans l'amélioration du modèle d'agriculture mondiale et dans la création de liens avec les territoires non ruraux. Nous souhaitons aussi élaborer des activités concrètes qui valorisent nos modes de vie de paysan(ne)s, indigènes, ainsi que réaliser des opérations de sensibilisation pour trouver des terrains communs d'actions avec les organisations urbaines et les consommateurs. Nous proposons enfin d'organiser des espaces de formation idéologique, culturelle, politique, technique et pratique qui permettent d'obtenir la souveraineté alimentaire et une véritable réforme agraire.

## **Atelier Europe de l'Est et ex-URSS**

Coordinateurs Avram Fiutu-Roumanie, Jaba Ebanoidze/Association for Protection of Landowner' Rights-Georgia.

Bonjour, je vais être assez bref car malheureusement dans notre atelier il n'y avait que la Roumanie représentée et peu de participants, ce qui montre que le monde paysan n'est pas présent dans les débats en Europe de l'Est. On a essayé avec les participants venus d'autres régions de faire un bilan de la réforme agraire dans ces pays. Le grand défi pour un pays comme la Roumanie en matière de réforme agraire n'est pas tant la question de l'accès à la terre que celui de la sauvegarde des droits qu'ont obtenu les paysans. Comment dans le contexte d'intégration européenne prévue dans deux ans, vont pouvoir survivre les 4 millions de paysans roumains installés sur environ trois hectares, alors qu'ils sont condamnés à disparaître dans le cadre d'une Politique agricole commune. Ont-ils un avenir demain dans une Europe à 25 membres ? La distribution des moyens de production n'a pas été réalisée lorsqu'on a effectué une réforme agraire en Roumanie il y a 14 ans, en redistribuant les terres confisquées par le régime communiste il y a 50 ans. Les paysans vont perdre leur terre car ils n'auront plus, les moyens d'assurer leur subsistance dans une Europe intégrée. Comment arrêter les politiques libérales conduites par des régimes ex-communistes qui sont encore plus capitalistes que celles menées dans les pays d'Europe de l'Ouest ? C'est un paradoxe auquel il nous faut réfléchir ! Dans un pays comme le nôtre, le ministre de l'agriculture possède 60 000 hectares de terres et certains membres du gouvernement sont des grands propriétaires terriens, la résistance n'est pas de gauche mais de droite, envers les partis ex-communistes qui dirigent le pays depuis 14 ans. Comment dans l'Europe de demain, des millions de paysans roumains pourront-ils rester au pays plutôt que d'aller ramasser les fraises en Espagne et créer des problèmes sociaux dans vos pays. Notre situation renvoie à celle d'autres pays comme la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie ou d'autres pays de l'Est qui sont d'autant moins représentés que les mouvements paysans n'y sont pas structurés. Le défi pour demain est celui du transfert des savoirs-faire des organisations paysannes d'Europe et du monde vers les pays de l'Est pour assurer la défense des droits de ces populations qui seront laminés par la PAC.

## **Atelier Moyen-Orient**

Coordinateurs Iyad Raby/Ahali Center-Israel, Samira Darmakani Farahani/CENESTA-Iran.

Je représente une communauté pour le développement qui vit à Nazareth, j'appartiens à la minorité de palestiniens vivant en Israël et suis accompagné de deux collègues, l'un palestinien et l'autre iranienne. Nous avons débattu différents points. D'abord de l'expérience palestinienne contre l'occupation et la construction du mur qui sépare les terres et pose d'innombrables problèmes pour les fermiers palestiniens, tout comme d'autres formes d'occupations comme l'implantation de colonies israélienne l'accès aux terres, eux ressources, soins médicaux et à l'éducation. L'aspect humain est fondamental à prendre en compte dans la réforme agraire, comme les problèmes rencontrés par les petits agriculteurs de ces régions qui n'ont ni accès, ni débouchés sur les marchés, ni technologies et n'ont pas de syndicats pour les défendre. On ne peut pas parler de la terre sans parler d'abord des gens. Nous avons également parlé du problème de la division des terres en Iran. Nous avons pointé le manque de coopération dans la région entre les différents acteurs institutionnels, alors que les problèmes sont les mêmes, tant du point de vue de l'agriculture et des ressources naturelles, notamment l'approvisionnement en eau et nous lançons un appel afin que les gouvernements eux-même mettent au point leurs programmes de coopération. Notre recommandation serait que le FMRA demande l'application la recommandation que

l'Assemblée générale l'ONU a faite il y a six mois qui prévoit le démantèlement du mur et le retrait de toutes les colonies juives à Gaza et de West Bank, qui sont les conditions indispensables à la mise en place d'un processus de paix. Nous appelons à la mobilisation de tou(te)s et à faire pression sur les nations-Unies et à développer la coopération internationale spécialement avec les ONG's car en travaillant ensemble il sera possible de peser sur les Nations-Unies et les gouvernements, partout à travers le monde. Nous allons parler avec Samira des problèmes en Iran avant de revenir à la Palestine.

Bonjour, j'ai présenté hier une de nos expériences des nomades en Iran. J'ai deux ou trois recommandations dans ce sens. D'abord la réforme agraire est un droit collectif qui doit être transféré des gouvernements et des propriétaires fonciers aux communautés, en propriété commune et sur des bases collectives, pas individuellement. Elle doit permettre aux populations de gérer les ressources selon les coutumes et règles traditionnelles qui ont fonctionné dans le passé.

Bonjour, hier il n'y avait pas beaucoup de monde dans notre atelier et si vous voulez des détails supplémentaires sur la bataille du mur dans les territoires, sur les colonies nous avons à votre disposition divers documents et un film et je remercie aussi les partenaires du Forum de la réforme agraire. Nous espérons que les organisations présentes à cette conférence vont soutenir la cause palestinienne et condamner les occupations qui rendent impossible l'accès des paysans aux terres et les obligent à les quitter. Ils étaient hier producteurs autonomes d'aliments, ils deviennent des consommateurs attendant l'assistance.

### **Conclusions des ateliers, mardi 7 décembre**

#### **Atelier Droits humains et violence en milieu rural**

Coordinateurs Jesus garcia/FIAN-Honduras, Cléia Anice Porto/CONTAG-Brésil

En référence à l'art. 12 du Pacte des droits économiques, sociaux et culturels, toutes les actions qui visent à restreindre les droits à l'alimentation et aux ressources sont des violations aux droits humains. La violence dans les champs est méconnue alors qu'elle s'exerce partout dans le monde et que beaucoup de gens meurent dans ces luttes pour l'accès à la terre comme au Brésil, en Colombie... La terre ne résout pas les problèmes de misère si elle apporte les conflits et la guerre. Les grands groupes économiques mondiaux violent les droits humains des paysan(ne)s dans le monde entier. La violence dans les champs, particulièrement forte envers les femmes et les jeunes vient en partie de deux facteurs : la pauvreté, qui oblige les gens à trouver un petit lopin à cultiver et à se défendre contre ceux qui les oppriment, mais aussi des latifundios qui constituent la première force de pouvoir partout dans le monde, qui dénie aux populations l'accès aux terres indispensable à l'alimentation. La dernière cause de cette violence est l'impunité de ceux qui commanditent ces actions.

#### **Atelier Recherches extension et technologies pour un modèle paysan**

Coordinateurs Sergio LEITE-Brésil, Camilia Montecinos-Chili

Nous avons eu un atelier animé par environ 60 personnes, représentants d'associations paysannes, professeurs, chercheurs..., diversité qui s'est reflétée dans nos consensus et nos désaccords. Tout d'abord nos points de consensus : quelque soit les modes de recherche et de production de technologies, ils doivent accompagner le processus d'autonomie des peuples paysans et indigènes, marier la cultures et les savoirs locaux et de promouvoir la vie en général. Autre point d'accord, les systèmes de recherches doivent appuyer les processus de réforme agraire intégrale. Egalement, nous arrivons ensemble à l'idée que nos modèles de technologies et de savoirs sont inappropriés car ils provoquent une dépendance croissante,

destructrice des rapports sociaux et des ressources locales. En relation avec ce point, nous pensons qu'il est nécessaire de démocratiser le processus de diffusion des nouvelles générations de savoirs et de technologies.

Bonjour, je viens du Mexique, je vais extraire quelques propos des participants d'hier. Tout d'abord, la réforme agraire ne se résume pas à l'accès à la terre mais au contraire elle doit être intégrale et diverse à travers la propriété collective de la terre et ses multiples paramètres sociaux, écologiques, culturels, « agricoles ». Par ailleurs, nous affrontons un système politique et économique duquel nous devons émerger avec de nouveaux modèles de développement dans lesquels la solidarité et le compromis contrastent avec l'égoïsme et l'indifférence qui prévalent dans ce modèle de pensée unique, aliénant et homogénéisant. Nous pouvons accoucher de nos différences et de nos diversités par la création de modèles distincts de réforme agraire, basés sur les besoins, les usages et les coutumes des peuples. Dans ce contexte, se confirme l'agressivité des moyens politiques, économiques et technologiques de ceux que nous affrontons, qui arrivent à la privatisation du savoir à travers les droits de propriété intellectuelle et des brevets. Ainsi, le secteur privé décide comment et pour qui faire de la recherche. De telle sorte que l'information s'éloigne du paysan et les nouvelles technologies lui sont inaccessibles car trop coûteuses. Permettre l'accès à la formation et à l'information, c'est posséder un savoir collectif et communautaire. L'un des grands défis est de rapprocher les paysans des résultats produits par les centres de recherches publics des universités et les ONG's. Il y a aussi le problème du manque dans l'éducation des savoirs paysans qui sont complètement méconnus et ignorés. S'il n'existe pas de communication avec eux tout comme entre eux et les experts, toute alternative envisagée sera vouée à l'échec.

### **Atelier Accès, utilisation et gestion de l'eau**

Coordinateurs Javier Sanchez/COAG-Espagne.

Les luttes contre la privatisation de l'eau ou pour la réforme agraire ont pour adversaires communs l'OMC, le FMI et la Banque mondiale car les ressources ne sont pas des marchandises. C'est une des caractéristiques des mouvements de résistance d'être composés d'acteurs sociaux très différents tels que les paysans, les femmes, les salariés et différents groupes d'intérêts. Avec la privatisation de la terre et de l'eau, il est impossible de penser le modèle de souveraineté alimentaire ou de réforme agraire, qui considère l'accès à la terre et à l'eau comme des droits humains. Nous avons insisté sur la nécessité d'une participation sociale dans les entreprises, de démocratisation des organisations, de contrôle social sur la gestion des ressources. Deux autres points abordés sont celui des petits projets paysans sans avenir face aux méga-projets et l'accès aux formations. Dans le contexte de privatisation de l'eau, nous avons aussi parlé de la difficile situation des paysans, des femmes et des enfants au niveau domestique et de la production d'aliments. Nous avons eu plusieurs points d'accord : d'abord, on ne peut pas parler de réforme agraire sans eau. D'autre part, il faut défendre la souveraineté nationale avant la progression de la corporation internationale et enfin exiger que cesse le chantage du FMI, de l'OMC, de la Banque mondiale, des organismes de coopération et des accords de libre-commerce, qui violent la souveraineté alimentaire et les droits humains.



## **Atelier Genre**

Coordinateurs Ujjaini Halim/FIAN West Bengal-India, Patricia Castillo/Guatemala

La première des participante est membre de l'Institut de recherches locales à l'Université de Manchester, la deuxième appartient à la fédération des femmes paysannes au Philippines et a participé au Forum Asie-Pacifique des femmes dans le développement.

Merci de cette opportunité de débattre et d'échanger nos expériences sur la réforme agraire. Voici l'état des avancées de notre atelier Genre qui a réuni des femmes venues de différents pays du monde. Nous souhaiterions dans le futur que la question du genre soit un peu mieux incorporée dans les problématiques et que nous ayons un temps égal aux autres ateliers. Il faut une réforme agraire démocratique redistributive dans laquelle l'Etat est comptable des droits des peuples, dont celui à l'alimentation, notamment pour les petits paysans qui dépendent des ressources agricoles de la terre. En comparaison des autres droits économiques, sociaux et culturels, les agissements des Etats sont à peine considérés comme illégaux lorsqu'ils s'attaquent à ce droit fondamental des populations de se nourrir. L'atelier s'est aussi mis d'accord sur la direction que ne peut pas prendre la réforme agraire, malgré la variété des opinions émises par les femmes suivant leurs régions, nous rejetons la réforme agraire assistée par le marché, non viable pour les femmes. Il faut privilégier la réforme agraire redistributive et d'autres stratégies pour accéder à la terre et les utiliser. Deuxièmement, nous insistons sur le fait que la démocratie implique aussi une démocratie de genre dans laquelle les femmes doivent ont des droits d'accès à la propriété et à la terre à égalité avec les hommes, quel que soit le domaine concerné. A partir de là, les politiques de réforme agraire devraient s'attacher tout particulièrement à réparer les discriminations et les inégalités sociales sur tous les plans, logements, terres, agriculture. Les droits des femmes devraient être explicitement définis et reconnus et la division de genre homme/femme devrait être abandonnée. Troisièmement, les accès à la terre et aux ressources des femmes sont très affectés par les identités de races, d'ethnies, de religions, de castes, il y a plusieurs sortes de racismes particulièrement en matière ethnique, exclusion sociale de laquelle souffre particulièrement les femmes et qui prend diverses formes suivant les sociétés. En relation avec les lois et les productions de chaque société, comment arriver à l'égalité des droits des femmes dans la réforme agraire en matière de droits coutumiers et spécialement les lois du mariage.

La réforme agraire redistributive doit s'accompagner d'autres mesures comme la lutte contre la violence faite aux femmes et aux enfants. Le dernier point est le besoin de renforcement des mouvements de femmes en milieu rural. Le succès de la réforme agraire dépend largement de l'articulation des forces de ces mouvements ruraux et les mouvements sociaux démocratiques, nationalement et internationalement. C'est particulièrement important dans le contexte de globalisation. Pour finir, nous voulons une réforme agraire fondée sur l'égalité de genre, la transformation des rapports sociaux, des pouvoirs et des systèmes de développement. Viva la lucha de mujeres campesinas en el mundo !

## **Atelier Gestion et utilisation communale de la terre et des ressources naturelles**

Coordinateurs Elisabeth Antagana/CECODEC-Cameroun, Danilo H. Ramos-Philippines.

(...) Au Mali, les maires se mettent d'accord pour usurper les ressources naturelles publiques en concédant leur exploitation aux entreprises privées, les paysans n'ont plus accès à ces ressources ou bien un accès restreint qui ne leur permet pas de vivre dignement. Au Bangladesh, il y a des problèmes avec les pesticides chimiques commercialisés par la multinationale Monsanto qui cause des dommages de santé publique de tous les paysans du pays. En Galice, on a constaté qu'il y a une privatisation grandissante des terres fertiles et peu de collectivisation agricole. Au Népal, nous avons des exemples graves d'une mauvaise

gestion publique des ressources naturelles de la part du gouvernement qui provoque une grande déforestation de l'Himalaya. Au Mozambique, jusqu'en 1997 il y avait une loi de la terre qui défavorisait les paysans et contre laquelle ils sont entrés en lutte. Actuellement, ils ont obtenu une loi qui favorise les communautés agricoles qui peuvent directement gérer les ressources naturelles. Mais il y eu une faille dans cette loi car quand elle a été adoptée le droit de gestion directe des ressources publiques par les paysans ne fut pas pris en compte. Le plus urgent est de résoudre le problème du manque de formation des paysans à la gestion de ces ressources, il faut adopter des mesures ensemble internationalement. Aux Philippines, le gouvernement a envoyé les bulldozers pour réprimer les petits paysans et détruire les champs. En Thaïlande, la répression est systématique, la violence contre les femmes paysannes et leur coûte la vie en les dépossédant des ressources naturelles. Au Mexique, il y a de constantes violations des droits paysans, indigènes et écologiques, les politiques agricole et environnementale s'élaborent sans prendre en compte la population « improductive » c'est à dire indigène. Les autorités considèrent que la conservation des ressources n'est pas possible avec les peuples indigènes et les paysans, alors même que ceux sont eux qui les ont préservées jusqu'à nous. Dans la défense des leurs droits, les peuples indigènes sont poursuivis et menacés par l'Etat. Ceux qui ont participé à l'atelier Gestion et utilisation communale de la terre et des ressources naturelles proposent au Forum mondial de la réforme agraire l'adoption des stratégies suivantes :

- donner le pouvoir de décision aux femmes paysannes sur l'usage et la gestion des ressources naturelles publiques ;
- influer sur les politiques gouvernementales internationales de chaque pays formant et structurant des organisations qui défendent une gestion collective et écologique des ressources naturelles ;
- renforcer la solidarité entre les organisations paysannes, rurales, indigènes dans chaque pays ;
- maintenir le dialogue entre nous pour définir des objectifs et des actions communes ;
- conscientiser les paysans pour qu'ils défendent une gestion adéquate de ses propres ressources naturelles ;
- lutter pour la reconnaissance et le respect des droits des indigènes : humains, agraires, environnementaux et la conservation des bosquets, des forêts, des fleuves qui constituent les ressources des ces peuples ;
- repousser les attaques de bioprospection et biopiraterie menées par les grandes compagnies internationales comme Monsanto contre les patrimoines des peuples ;
- exclure de l'OMC, FMI et la FAO du commerce et des transactions des produits agricoles afin de protéger les ressources qu'elles administrent aujourd'hui de manière néfaste ;
- rejeter les semences transgéniques et les brevets qui contaminent les ressources naturelles ;
- nous exigeons de la part de toutes les organisations paysannes présentes ici le compromis ferme et durable d'appliquer de ces stratégies d'action.

### **Atelier Solidarité vis-à-vis de la violence contre les agriculteurs**

Coordinateurs Mongaliso Khubeka/LPM-Afrique du Sud, Maria Darlene Braga Martins/CPT-Brésil.

Il y a eu une certaine confusion entre notre atelier et celui consacré aux Droits humains et la violence en milieu rural, qui avait eu lieu la veille. Nous n'étions que 21 participants mais nous avons eu des interventions concrètes de trois pays Philippines, Colombie, Brésil que nous avons synthétisées. En ce qui concerne les Philippines, l'une des interventions traitait des violences économiques, notamment avec l'exemple de la libéralisation de la filière riz par l'Etat qui met en concurrence les petits producteurs du pays avec ceux de Thaïlande, en

important du riz moins cher. Nous avons aussi parlé de la question des alliances à travers l'exemple philippin. Dans ce pays où la Banque mondiale a imposé la libéralisation au gouvernement, les agriculteurs producteurs de riz n'arrivent plus à nourrir leurs familles, ni à envoyer leurs enfants à l'école (seulement 40% des enfants inscrits arrivent au secondaire et 2% à l'université), ni à les soigner. En Colombie, on a parlé de violence et d'expropriation par les multinationales qui s'accaparent les terres par tous les moyens avec la complicité de l'Etat, de l'armée et de la police qui laisse les milices, armées par les grands propriétaires semer la terreur parmi les populations. On a parlé d'assassinats, d'expulsions, d'emprisonnements. On a pas épuisé non plus le sujet du grand Brésil mais nous avons eu des informations précises et chiffrées qui corroborent en grande partie ce qui se passe dans les autres pays. Nos propositions sont de deux ordres : s'engouffrer dans l'exemple brésilien où chaque année, les associations publient une liste exhaustive des populations assassinées, expulsées, emprisonnées... Les autres pays peuvent-ils faire la même chose, créer ces réseaux ou à défaut fournir ces informations au Brésil qui pourra les publier ? La deuxième stratégie est de porter ces violations de droit devant les tribunaux en associant des avocats spécialisés qui pourront plaider devant les tribunaux locaux et devant les instances internationales. Je conclurai en disant qu'il faut de très fortes organisations paysannes au niveau de la base.

### **Atelier Formes d'organisation et de représentation de la société paysanne**

Coordinateurs Luiz Vicente Facó/CONTAG-Brésil, Edilia Roa/ ANUC UR-Colombie.

Bonjour compagnon(ne)s, nous allons vous présenter nos conclusions mais avant, je veux souligner la diversité des organisations représentées : des associations de femmes, de pauvres, des coopératives, des syndicats agricoles, des organisations indigènes, environnementalistes, écologiques. Nous nous sommes rencontrés sur un agenda commun autour de la réforme agraire intégrale et démocratique. Ont participé des délégations du Mexique, de Colombie, du Brésil, du Nicaragua, de Chine, d'Espagne, du Chili et du Honduras. Nous avons conclu que les organisations et mouvements sociaux doivent travailler autour des éléments suivants :

- l'organisation est un droit fondamental dans la vie et la construction des peuples et de la société. Elle doit convertir les aspirations individuelles et collectives en revendications locales, régionales, nationales et internationales.
- partager les principes comme la démocratie, la participation et l'autonomie des organisations qui proposent le développement intégral ;
- chercher différentes stratégies d'accords à condition qu'ils se confrontent au niveau de chaque régions et pays ;
- inclure dans la famille les femmes et les jeunes, stimuler le collectif tout en respectant l'individuel ;
- considérer l'ensemble des éléments économiques et politiques dans la lutte pour la réforme agraire ;
- créer les conditions d'un maintien des jeunes en milieu rural ;
- l'établissement et le développement d'alliances entre les champs et les villes, en incluant les syndicats, les organisations de défense des droits humains, les organisations populaires, environnementalistes, les syndicats agricoles...
- développer des formes d'articulation des mouvements en souffrance ;
- faire prendre conscience que la réforme agraire fait partie d'un projet de société qui nous concerne tous et pas seulement les paysans ;
- organiser une commercialisation qui permette l'union entre producteurs et consommateurs ;
- récupérer l'histoire et les luttes des peuples comme moyen de sensibilisation en termes d'identité, de cosmovision de la terre et des territoires, de la culture et du pouvoir ;

- impulser un processus de formation pour favoriser la participation des mouvements dans les processus politiques ;
- façonner des alliances stratégiques à partir de projets communs ;
- réaffirmer l'importance de la campagne lancée par la Via Campesina et ses amis sur les thèmes de la réforme agraire, la souveraineté alimentaire et la défense des semences qui sont un patrimoine de l'humanité ;
- la défense et la liberté des paysans emprisonnés dans le monde et la réaffirmation des mobilisations autour de dates communes comme celle du 17 avril journée internationale des luttes paysannes, le 1<sup>er</sup> mai fête du travail, le 10 septembre journée internationale contre l'OMC et les organismes multilatéraux, le 12 octobre le jour du cri des exclus et le 15 octobre la journée internationale de la femme rurale et le 10 décembre la journée internationale des droits humains, à laquelle se sont ralliés les mouvements paysans et les syndicats de travailleurs agricoles du monde entier ;
- renforcer la communication entre les mouvements aux niveaux local, national, continental et mondial ;
- créer des conditions qui garantissent l'accès aux ressources nécessaires aux organisations, mouvements et communautés de paysans et de travailleurs ruraux ;
- dénoncer l'escroquerie des services de l'environnement qui aujourd'hui dans le secteur rural ne cherche que la privatisation de la terre ;

C'est une lutte pour la vie, par l'organisation, la participation et la mobilisation des paysan(ne)s et des travailleur(se)s ruraux. Le jour où la faim et la pauvreté seront éradiquées, il y aura la meilleure transformation que le monde espère. Globalisons la lutte, mondialisons l'espoir.

### **Atelier Propositions et alternatives existantes à la réforme agraire**

Coordinateurs Veerapon Sopa/Northeast Famers' Assembly-Thaïlande, Mario de la O/ANAP-Cuba.

Nous avons eu quelques problèmes avec la traduction simultanée car nous étions 55 participants dans notre atelier, représentant 19 pays de tous les continents : Brésil, France, Haïti, Mozambique, Espagne, Guatemala, Cuba, Nicaragua, Ghana, Pérou, Venezuela, Equateur, Vietnam, Philippines, Inde, Afrique du Sud, Indonésie, Thaïlande et Pologne. Au travers de 16 interventions, des différences se sont exposées, positives et négatives, de processus de réforme agraire. Des luttes anciennes de plus de 40 ont remis à jour les avancées obtenues par la révolution bolivarienne dans l'application de la loi de la terre et de développement rural. Nous considérons que la réforme agraire alternative dont nous avons besoin doit avoir un caractère intégral, dans le cadre de la Campagne globale que propose Via Campesina. Une réforme agraire pour le bénéfice de tous, en terme d'égalité de droits et de devoirs entre les femmes et les hommes, d'accès à des marchés justes, à des programmes de santé, d'éducation et plus généralement dans la défense des droits humains. Il faut potentialiser et stimuler le développement les mobilisations populaires au niveau de chaque pays, à caractère international. De même, il faut renforcer les alliances en interne dans chaque pays au niveau international. Nous aspirons à une réforme agraire internationale. Nous devons savoir identifier notre ennemi commun contre la réforme agraire, il y a eu des expériences de processus profond de réforme agraire qui ont conduit à des violences. Nous avons fait une déclaration de soutien à la réforme agraire qui se développent au Venezuela et à Cuba et souhaiterions partager avec vous tous le cas particulier de l'expérience cubaine initiée depuis plus de 45 ans.

## **Atelier Règlement social des droits d'usages de la terre**

Coordinateurs Alberto Gomez/UNORCA-Mexique, François Vanier/JA-France.

Les résultats de notre atelier sont les suivants : l'importance de la réforme agraire aujourd'hui est la régulation des droits d'usages de la terre, qui est un bien commun, contre les intérêts privés. Ce thème est un sujet mondial parce qu'il signifie rallier la société à la définition des principes qui doivent réguler le droit d'usage et d'assurer la sécurité du droit d'usage commun contre les droits individuels. C'est la capacité de la société de régulariser ces droits et de réguler le marché. C'est la garantie de pouvoir se maintenir à la terre dans les différents contextes plutôt que de dévaloriser la terre et notre fonction de paysans petits producteurs. Dans le modèle paysan d'usage et de gestion de la terre, la souveraineté alimentaire est la condition indispensable et stratégique pour la définition de politiques agroalimentaires, commerciales et de développement rural en relation avec la pauvreté. Dans des contextes sociaux distincts, économiques, politiques, il existe et se questionne une diversité de pratiques sociales d'usages de la terre, qui pointent avec des réalités historiques. Donner des terres et des territoires signifie impulser des pratiques territoriales ordonnées sur des programmes communs d'usages de la terre. C'est la condition pour avancer dans nos stratégies pour extirper les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation de l'OMC. La campagne des organisations paysannes est fondamentale parce que son renforcement et sa réorganisation sont aussi stratégiques. L'usage de la terre et de l'eau est un défi face aux programmes d'appropriation des processus productifs, commerciaux, financiers. Les échanges et la transmission des savoirs entre organisations doivent être une action permanente. Les alliances entre le monde rural et les consommateurs sont stratégiques et doivent passer par les organisations sociales, syndicales, populaires tout en respectant l'autonomie des collectifs de base. Le débat sur la régulation sociale des droits d'usages et de gestion de la terre s'exprime donc à tous les niveaux et doit être approfondie.

## **Atelier Alliances et stratégies d'action pour la réforme agraire**

Coordinateurs Ramiro Tellez/Campagne Globale pour la Réforme Agraire-Honduras, Alberto Broch/CONTAG-Brésil

Nous avons eu environ 50 participants représentant plus de 15 pays, d'Amérique latine, d'Europe, d'Afrique, d'Asie. Ces alliances et stratégies pour la réforme agraire existent dans différents pays entre différents secteurs rassemblant des paysans, indigènes, pêcheurs, femmes, consommateurs, chercheurs, universitaires, politiques, Eglises... Comment les renforcer en améliorant les processus de communication, de formation, d'organisation, de mobilisation, de systématisation en ayant, avant tout, une stratégie politique de ces alliances. Il est nécessaire de promouvoir et de renforcer les alliances existantes, partant du niveau local, en interrelation avec les niveaux régionaux, national et international. Nous devons identifier et motiver la participation d'autres secteurs pour avoir une vision intégrale de comment compléter la réforme agraire en ralliant la société d'ensemble, les opinions publiques, les travailleurs urbains et les syndicats à cette cause. Pour cela, il nous faut définir des objectifs clairs de pourquoi, pour qui, contre qui et en quoi s'allier, et renforcer cette Campagne globale de la réforme agraire qui est en marche. Nous devons développer les actions afin de visibiliser les résultats de ces alliances, c'est très important pour que ce processus ne se consume pas mais se divulgue et se diffuse dans la société. Ce sont là les lignes directrices des propositions de notre groupe.

Michel Merlet/FPH-France

Pour terminer cette session, je vais terminer par quelques commentaires sur ce qui va se passer après ce Forum quand à la construction d'alternatives et l'élaboration de ces propositions. Nous sommes tous conscients du fait que nous avons une grande capacité de dénonciation et qu'il est plus difficile de faire des propositions. Nous savons aussi qu'un Forum de cette nature n'est pas le meilleur moyen pour construire pas à pas des éléments de propositions communes, la richesse qu'il y a derrière tout ce qui s'est exprimé ici va beaucoup plus loin ce que les uns et les autres avons pu entendre ensemble. Pour cela, l'organisation du Forum a mis en marche un processus d'analyse de contenu des différents ateliers, qui va se poursuivre en faisant une « géographie » des causes débattues et des propositions. C'est un des éléments qui peut nous permettre à tous de continuer à avancer dans la construction de missions communes et de propositions. De même, nous nous sommes engagés, en tant que comité de coordination, à trouver des moyens pour que cette immense richesse d'accumulation d'expériences historiques de la société rurale soit mise à disposition de ceux qui cherchent des solutions. Il y a là un défi gigantesque et il ne faut pas se leurrer, cela ne se fera pas par un seul moyen, mais aussi par les échanges pour que l'on puisse s'enrichir les uns des autres.

Texte de la déclaration finale.

### **Restitution des débats de l'atelier Europe, EE-UU, Canada**

Coordinateurs Dena Hoff/FNC-USA, Manuel Delgado, Espagne

Manuel Delgado, Espagne

Pour entamer le débat, jusqu'où va l'agriculture européenne en relation avec les ressources ? L'agriculture durable se définit en terme sociaux. Sous injonction de la PAC, l'agriculture européenne répond aux critères d'une plus grande efficacité en opérant une concentration des terres dont sont exclus les paysans et les petits agriculteurs. L'autre phénomène est celui de la spécialisation des régions et d'intensification des espaces voués à l'agriculture industrielle, 20% des agriculteurs se répartissent 80% des surfaces agricoles.

Dominique Voilaume, Confédération paysanne, France

L'action d'occupation de terre dont je vais parler se pose en travaux pratiques de nos 3 congrès sur l'accès au foncier qui ont eu lieu en 2001. Nous avons occupé une ferme sur des terres incultes, appartenant à une comtesse et ses enfants et convoitée par un industriel du bois pour installer un jeune et son troupeau. Nous avons réussi une forte mobilisation des élus, des associations locales et les partenaires du mouvement social sur les thèmes de l'exclusion des paysans de leur outil de travail et plus globalement, des travailleurs privés de leurs emplois. La location de ces terres par un industriel non-agriculteur est une remise en cause des droits acquis dans l'agriculture comme ceux du fermage ou de la réglementation des structures pour favoriser l'installation des jeunes. Cette lutte qui a duré deux ans s'est soldé par l'expulsion de David mais elle continue en vue d'une installation sur des terres appartenant aux collectivités territoriales avec une réflexion d'ensemble pour que ces terres reviennent à l'agriculture.

Béatrice Mésini, réseau Droit paysan et Codetras, France

L'hypothèse d'une résistance collective à la mondialisation libérale initiée par les campagnes s'articule sur plusieurs analyses. D'une part, on assiste au développement dans le sud de la

France, de nouvelles ruralités vécues comme des modes de réappropriation des moyens d'existence. Les modes d'habités et d'habitats sont liés à l'apparition de nouvelles formes de pratiques d'autosubsistance vivrière tels que les jardins collectifs -campagnes, semi-rural, périurbain, urbain- les Ecovillages, les Oasis en tous lieux et à la mise en réseaux de multiples collectifs dont le réseau Droit Paysan. Les principales revendications portées par *Droit Paysan* ouvrent sur le droit à l'espace d'existence, le droit à l'autoconstruction et la création d'un statut donnant droit à l'installation aidée et à la pluriactivité. Mais les revendications exprimées ci-dessus conduisent aussi à un ensemble de redéfinitions de l'agriculture et des cultures attachées à la terre, l'on passe de l'agriculture paysanne « raisonnée » organisée syndicalement, à une agriculture vivrière « minimaliste » organisant l'échange des savoirs et des pratiques agricoles sous forme de projets individuels ou collectifs d'activité agricole, artisanale ou culturelle visant à l'autosubsistance de façon durable. On peut rappeler aussi les avancées des trois congrès sur l'accès au foncier qui ont eu lieu en France à l'automne 2001 à l'appel de la Confédération Paysanne, des ADEAR (associations pour le développement de l'emploi agricole et rural), du réseau Droit paysan, de Relier (Réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en milieu rural) et du DAL autour de plusieurs thèmes : *Le sens de la Terre, Foncièrement solidaire* et *Quel développement durable ?* Les nouveaux usages de l'espace rural, en particulier la massification résidentielle touristique et le phénomène de concentration des terres agricoles, posent la question du partage des terres en vue d'habiter et d'y vivre. La spéculation foncière sur les terres agricoles et le bâti en milieu rural et l'anticipation de la spéculation face à la valeur-refuge de la terre, clôturent l'espace et privent de logement ceux qui démarrent et expérimentent une pluriactivité agricole, artisanale et/ou artistique dans les campagnes. La nécessité de repenser la fonction du foncier a été débattue remettant au centre les notions d'utilité publique, d'intérêt collectif et de primauté des droits d'usages. La Terre suppose un arbitrage d'autant plus nécessaire qu'elle est un bien commun limité, comme l'eau et l'air, et réclame une politique foncière dont la finalité serait de satisfaire de façon urgente les besoins fondamentaux : le droit à un espace pour vivre, se nourrir, se loger, le droit à pratiquer une agriculture paysanne, les droits à l'initiative et à l'expérimentation des projets de vie en milieu rural.

Militant syndical, Galice, Espagne

En Europe, on ne peut pas dire que la terre appartient à ceux qui la travaillent. La terre est vouée à la spéculation de l'implantation des espaces de tourisme, des réserves de chasse, des zones résidentielles... Au même moment, l'espace rural, qui occupe 80% des terres en Europe, se dépeuple avec l'abandon de villages et des terres, comme en Galice. La PAC conduit à la concentration en quelques grandes exploitations, les terres ne sont viables qu'avec cette concentration et elles sont réservées aux agriculteurs qui touchent les primes. On pourrait aussi parler de l'alimentation animale, des surplus et des excédents avec les conséquences perverses pour les pays du Sud. En résumé, il n'y a pas de possibilité de développement rural sans que l'agriculture ne soit au centre des villes et du milieu rural. Nous disons qu'en Europe, il faut incorporer cette voix de « la terre à ceux qui la travaillent et qui produisent pour résister ». Nous répétons que la réforme agraire est nécessaire en Europe en relation avec le reste du monde, avec des objectifs distincts, mais en partageant la même identité.

Giani, *Otra Agricultura*, Italie

L'association de petits paysans *Otra agricultura* est affiliée à la CPE et à Via Campesina. Je viens du Sud de l'Italie, d'un village et d'une terre dans lesquels il y a eu une réforme agraire. Après la deuxième guerre mondiale, il y a eu de nombreuses luttes d'occupation des terres, des morts. La terre a été morcelée par une loi nationale de réforme agraire en petites

exploitations, avec des baux de 20 à 30 ans dans ma région. Aujourd'hui, c'est un désastre total. Tous les paysans reconnaissent ouvertement que la réforme agraire n'en fut pas une, que c'est un échec global car la distribution des terres n'est que le premier pas de la réforme agraire. Avec les autres mouvements d'Italie, nous avançons sur le thème de l'accès à la terre. Au Forum social de Florence, une délégation comprenant les compagnons de Via Campesina, de la Confédération paysanne et d'autres, a mené une action de soutien à une coopérative paysanne. 1000 hectares autour d'un petit village, dans lesquels vivaient 500 personnes après la guerre et 45 aujourd'hui. La coopérative paysanne, qui travaillait là sous contrat, a du sortir de la terre à cause d'une loi de réforme agraire : la propriété a été considérée plus utile concentrée en une seule main. Avec cette mobilisation, on a recommencé à parler des droits à la terre et à mesurer l'ampleur du phénomène de perte de terre en Italie. On s'est rendu compte que dans les années 90's on a perdu 25% (?) de terres agricoles avec la disparition d'environ 750 000 unités d'exploitations et de 14% de cessations d'activités depuis dix ans. Les jeunes qui veulent travailler la terre ne peuvent plus y accéder, un hectare de terre coûte des millions par endroit et rien à d'autres parce que personne ne peut la travailler. En même temps, les terres publiques -communes, municipales...- du pays sont en train d'être privatisées et vendues, une loi vient d'être proposée dans ce sens par le gouvernement. Nous sommes convaincus qu'il faut avancer sur le thème de la réforme agraire en Europe parce que c'est la clé pour poser la question de la souveraineté alimentaire et pas seulement pour les pays du Sud. Il en va de notre engagement d'assumer cette bataille.

Roberto, *Confédération Nationale de l'Agriculture*, Portugal

Nous représentons l'agriculture familiale au Portugal et sommes rattachés à la CPE et à Via Campesina. Je viens vous parler d'une expérience concrète de réforme agraire en Europe, dans mon pays. Il y a trente ans, il y a eu au Portugal une réforme agraire dans une région de latifundios, au Sud du pays. Il y avait des terres incultes et sous-employées, 150 000 travailleurs agricoles sans-terre, sans travail et des centaines de milliers de petits et moyens agriculteurs qui vivaient mal. Avec la révolution, on a opéré la réforme agraire. Les travailleurs agricoles et les petits agriculteurs se sont organisés, ont occupé plus d'un million d'hectares et ont démarré environ 400 coopératives et unités de production. Ils ont créé plus de 150 000 postes de travail, augmenté la surface cultivable de plus de 120 000 hectares, lancé d'autres cultures de tabac, millet et développé les secteurs bovins et ovins. Ils ont acheté plus de 2000 tracteurs, 2000 machines agricoles, réalisé des captages d'eau et irrigué 200 000 hectares de terre. Ils ont pu ainsi fonctionner avec des coopératives de consommateurs, des centres sociaux, des crèches C'était pour nous une révolution mais y a eu une contre-révolution, le pouvoir politique appuyé par les forces de droite et les latifundios annoncèrent la réforme agraire et assassinèrent deux agriculteurs. Il y a une diminution drastique de la production, 100 000 hectares de terres gelées, un déficit agro-alimentaire. Ceux qui touchent les fonds européens ne font rien et l'agriculture familiale se délite. Le développement rural suppose une juste rémunération du travail des producteurs. Nous luttons aussi contre les OGM au niveau européen et mondial. Nous luttons pour les minifundios et voulons que les latifundios soient pénalisés pour que vive le monde rural.

Agriculteur, Palestine

Chez nous, la situation est très difficile concernant l'accès aux terres et à l'eau ce qui est menace la sécurité alimentaire. Plus de 50% des territoires de la Cisjordanie et de Gaza est inaccessible pour les palestiniens, à cause des occupations et des zones militaires fermées et les  $\frac{3}{4}$  de l'eau acheminée par pipeline est destinée aux israéliens. Maintenant, depuis l'Intiifada, les terres agricoles ont subi de nombreux dommages : des arbres déracinés, les habitats détruits, c'est une punition collective pour tous les palestiniens ! Nos pertes dans le



secteur agricole dépassent 1,25 milliards de dollars. Beaucoup de fermiers ont leurs terres d'un côté du mûr et vivent de l'autre côté, ils passent le matin et rentrent le soir. Mais il faut un document justifiant un titre de propriété et ils ne peuvent plus faire entrer la main d'œuvre.

Michel Houssin, Confédération paysanne, France

Un des éléments intéressants de la politique foncière en France est le statut du fermage qui codifie les rapports entre un propriétaire et un locataire. Ce statut supprime les rapports d'aliénation de l'un à l'autre en aménageant des garanties pour le fermier. Une autre élément a commencé à se mettre en place dans les années 60's est le contrôle des structures. Il a évolué, passant d'un simple mécanisme administratif à un dispositif plus abouti en 1999. C'est l'idée que les autorités politiques et administratives interpellent en permanence celui qui change ses structures d'exploitation car toutes les modifications sont soumises à autorisation. Aujourd'hui, les différentes obligations faites par la collectivité ne sont pas suffisantes mais le mécanisme reste intéressant, peut-il se généraliser à l'échelle de l'Europe ?

Xavier Ramon, Galice

Nous avons deux situations en Galice : la politique de monocultures nécessaire pour l'approvisionnement à bas coûts dans le grand commerce qui rend non viable les petites exploitations. La deuxième question est celle de l'incorporation de nouveaux agriculteurs qui n'ont plus accès aux terres agricoles qui sont utilisées pour l'urbanisation, le tourisme. C'est pourquoi nous avons besoin d'une réforme agraire et de changement de politique agricole.

Juan Carlo, Portugal

Je vais approfondir les raisons du désastre de la réforme agraire. Au Portugal, soyons clairs, la réforme agraire n'a pas commencé. Elle a eu rapidement un très grand succès mais a été détruite depuis le pouvoir politique qui lui faisait face. Comme l'a expliqué mon compatriote, c'est d'ailleurs une réflexion qui renvoie à la spécificité européenne, la réforme agraire a été menée par les ouvriers agricoles et pas par les petits paysans qui avaient peu terre. C'étaient des travailleurs révolutionnaires qui portaient un projet de transformation dans les champs en relation avec la ville. Ils eurent un soutien important des urbains des grandes villes comme Lisbonne, Setubal... mais aussi des intellectuels, de la moyenne bourgeoisie et des partis communiste et socialiste. Le problème est que deux ou trois ans après, il y a eu un coup d'état militaire de droite. Cette réforme agraire a été faite par les ouvriers, qui administraient mais ne voulaient pas la terre en propriété privée, a conduit à l'organisation en unités collectives de production. Il y a eu association et organisation dans de nouvelles formes collectives, ce n'étaient pas des coopératives classiques. Personne en Amérique ne croyait à une réforme agraire initiée par des ouvriers dans un petit pays d'Europe Nord. Mario Soares accepta une contre-offensive, contre les travailleurs, avec l'aide de 8500 gardes nationaux. Pendant dix ans nous avons résisté sans armes avec une tactique de retrait des terres occupées et de réinvasion collective, lorsque les gardes s'en allaient. Cette réforme agraire a été sciemment détruite, elle n'a pas échoué ! Aujourd'hui, les travailleurs agricoles n'ont plus de poids, cette classe n'existe plus : ils sont peu, ils sont vieux et ont migré dans les villes. Alors quelles sont les classes sociales qui vont porter cette réforme agraire ? D'un point de vue européen, nous devons travailler pour sensibiliser et gagner à notre lutte de changement du monde rural, les gens des villes. C'est une grande force qui peut peser électoralement face aux gouvernements. Autre urgence, lutter contre cette réforme de la PAC qui va commencer en janvier 2005 et nous entraîne dans une dérive libérale.

René Louail, Confédération paysanne

Dans le prolongement de la dernière intervention, je trouve intéressant que lorsque l'ensemble des problèmes fonciers et agraires en Europe, on conserve les deux dimensions évoquées par d'autres intervenants. L'une, locale, comme nous le démontrent les nombreuses luttes quotidiennes pour faire prendre conscience des réalités afin de les traduire au niveau politique, à moyen ou long terme. La deuxième est de refuser la fatalité de ce que l'on vit aujourd'hui. La réforme de la politique agricole va aggraver globalement le problème foncier. En schématisant, le découplage des aides à l'agriculture avec des différences d'application suivant les pays, certains sont éligibles à des droits à paiement, à des droits à primes et dans certaines régions à des droits à polluer. Dans certaines zones, les propriétaires vont pouvoir spéculer sur le prix du foncier alors qu'ailleurs, des surfaces de faible valeur n'auront plus la capacité de nourrir la population parce qu'elles sont vidées de droits à produire. Donc, le débat sur le foncier doit être partie prenante d'une réforme globale de la PAC. L'UE donne aux Etats des aides pour réguler le marché ce qui entraîne une diminution du nombre de paysans. Il faut que l'on se donne d'autres priorités au niveau européen pour faire en sorte que l'installation est l'emploi soient des éléments fondamentaux pour mener une politique agricole. Les enfants sans attaches agricoles doivent pouvoir s'installer sans capital. Le métier de paysan est d'intérêt public. Il nous faut convaincre qu'il n'y aura pas d'aménagement du territoire, d'emplois, ni d'améliorations de l'environnement sans les paysans. Ayons des objectifs politiques clairs et des revendications communes que l'on pourra porter au niveau européen et ensuite demandons à ce que les Etats les traduisent dans les faits, en fonction de leurs histoires économique, culturelle et sociale. Nous ne pouvons pas appliquer partout les mêmes outils mais traduire des lignes et des orientations politiques en direction des Etats.

Intervenante espagnole

Je viens vous parler du modèle coopératif de la communauté valencienne en relation avec Pascual Carrion qui a défendu les régionalistes andalous et la municipalisation des terres avec l'idée que la collectivité locale doit pouvoir acheter la terre et la mettre à disposition des agriculteurs. Avant la guerre, c'est le coopérativisme agraire qui prévaut, surtout dans la viticulture. Le mouvement amorcé dans la communauté valencienne vise à l'instauration d'une réforme agraire en direction des petits agriculteurs. Un inventaire répertorie toutes les propriétés (cadastre, plans) et lorsqu'un agriculteur veut vendre sa terre, les acheteurs sont choisis en fonction des parcelles. Fin 19<sup>ème</sup> siècle et début 20<sup>ème</sup> dans les coopératives, le critère veut que l'argent de la terre retourne à la terre, pour être agriculteur. Il y a d'abord la coopération, puis la caisse rurale et la coopérative de production. Chaque agriculteur peut être associé à l'une ou l'autre des formes.

Intervenant du Pays de Galles

Il faut relier les luttes paysannes et la réforme agraire. Les sans-abris et les sans-toits sont de plus en plus nombreux dans les villes et les prix de la terre flambent. Comment lier la lutte des jeunes dans les villes et celle des jeunes dans les campagnes ? Chez nous, la loi du sol donne la propriété des terres aux anglo-normands. Il faut aller plus loin. Qui est le propriétaire du sol et du territoire ? La monarchie et l'aristocratie ont supprimé le titre du sol mais 60% des terres appartient à la monarchie !

Intervenant, Espagne

La PAC a des effets dévastateurs en Espagne : 20% des grandes exploitations occupent 80% des terres dans un contexte de diminution constante des terres agricoles. Un des aspects positifs est le potentiel des regroupements de producteurs pour les agrumes, les olives. Le

modèle coopératif a permis de progresser. La réforme agraire en Europe permettrait de redéfinir les politiques publiques de l'UE et en même temps il faut se centrer sur les politiques de développement territorial et de soutien au monde rural.

Nicolas Duntze, Confédération paysanne, France

Je veux intervenir sur les outils que l'on pourrait imposer en Europe où beaucoup touchent trop de primes et accaparent trop de terres. Il faut une union syndicale sur le plafonnement des aides. Les primes et la spécialisation des productions conduisent à une concentration qui a provoqué la disparition de nombreux paysans et plus encore demain dans l'Europe à 25. La réforme agraire menée à Almeria a conduit à la redistribution de terres très difficiles à des paysans pauvres. En revanche, les politiques d'accompagnement et de développement des terres dans le Sud de la France et en Bretagne ont créé des zones de concentration qui produisent de l'agriculture industrielle avec des pesticides et sont des bassins de main d'œuvre, de petits paysans souvent chassés de leurs terres par les politiques de l'UE. La répartition et l'accès à la terre ne sont pas les seules questions à prendre en compte. Il faut remettre les hommes au centre et nous mettre en capacité politique d'unification avec les exclus, les travailleurs sans droits, les paysans sans-terre et les paysans sans-toits. Parmi les chômeurs en France, 15% viennent du monde agricole, de petits paysans en voie d'exclusion, de migrants chassés par le mirage de l'Eldorado. Si l'on veut casser ce système qui génère exclusion et racisme, il faut tisser des liens de solidarité, d'accueil et d'hospitalité, poser le projet de société que l'on veut construire.

Michel Houssin Confédération paysanne, France

Nous avons plusieurs revendications communes : retirer de l'OMC les éléments de production agricole et de l'alimentation des populations, aménager des mécanismes de distribution des droits d'usages par l'appropriation individuelle ou collective du sol, rendre les droits d'usages supérieurs au droit de propriété et poser la question des prix rémunérateurs pour les producteurs.

